

RAPPORT DE GESTION 2017

Faits saillants annuels	18
Commentaires préalables au rapport de gestion	19
Profil et description	20
Revue des activités des 3 derniers exercices	20
Mesures financières autres que les IFRS	23
Acquisition de Parts Alliance	25
Analyse des résultats consolidés	26
Analyse des résultats par secteur	32
Flux de trésorerie	36
Financement	37
Structure de capital	39
Situation financière	41
Opérations entre parties liées	42
Gestion des risques	42
Changements de méthodes comptables	46
Utilisation d'estimations et recours au jugement	47
Données sur le taux de change	49
Efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière	49
Perspectives	50

FAITS SAILLANTS ANNUELS

(En millions de \$US, à l'exception des pourcentages, des montants par action et d'indication contraire)

2017				
VENTES 1 448,3 \$	BAIIA ⁽¹⁾ 110,8 \$ 7,6 %	BAIIA AJUSTÉ ⁽¹⁾ 117,5 \$ 8,1 %	RÉSULTAT NET 44,6 \$ 1,06 \$/ACTION	RÉSULTAT AJUSTÉ ⁽¹⁾ 55,1 \$ 1,30 \$/ACTION
2016				
VENTES 1 197,3 \$	BAIIA ⁽¹⁾ 106,8 \$ 8,9 %	BAIIA AJUSTÉ ⁽¹⁾ 107,6 \$ 9,0 %	RÉSULTAT NET 58,3 \$ 1,37 \$/ACTION	RÉSULTAT AJUSTÉ ⁽¹⁾ 58,6 \$ 1,38 \$/ACTION

- Au cours de l'année 2017, la Société a travaillé activement au développement de son réseau de distribution, en complétant 10 acquisitions d'entreprises ainsi qu'à l'ouverture de 6 nouveaux magasins. Le 7 août 2017, la Société a complété l'acquisition de Parts Alliance, un chef de file, en pleine croissance dans la distribution de produits automobiles destinés au marché secondaire au Royaume-Uni, pour un coût total de 263,6 \$, ajoutant 162 magasins au réseau. La transaction a été entièrement financée par dette. Depuis la date d'acquisition, les activités de Parts Alliance sont consolidées dans un nouveau secteur d'activités dénommé « Parts Alliance Royaume-Uni » dans les états financiers consolidés de la Société.
- Au 31 décembre 2017, le réseau était composé de 447 magasins, couvrant l'Amérique du Nord et le Royaume-Uni. Il s'agit d'une croissance, nette des magasins intégrés des récentes acquisitions, de 188 magasins comparativement à 2016.
- Les ventes consolidées ont augmenté de 251 \$ ou 21,0 %, bénéficiant des ventes générées par les récentes acquisitions d'entreprises dont le secteur Parts Alliance Royaume-Uni représente 12,4 %. Le secteur Produits automobiles Canada a enregistré une croissance organique ⁽¹⁾ de 3,9 %, malgré la perte d'un membre indépendant plus tôt cette année, alors que le secteur FinishMaster États-Unis a été affecté par le changement de gamme de produits et les ouragans, entraînant une croissance organique ⁽¹⁾ négative de 2,9 %. Excluant ces éléments défavorables auxquels les deux secteurs ont dû faire face, la croissance organique ⁽¹⁾ consolidée aurait été approximativement de 2,4 %.
- Le BAIIA ⁽¹⁾ et la marge du BAIIA ⁽¹⁾ ont été respectivement de 110,8 \$ et 7,6 % comparativement à 106,8 \$ et 8,9 % en 2016. Une fois les frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance et les frais de restructuration et autres retranchés, le BAIIA ajusté ⁽¹⁾ a augmenté de 9,2 %, passant de 107,6 \$ en 2016 pour s'établir à 117,5 \$, bénéficiant principalement des acquisitions d'entreprises et, en particulier, celle de Parts Alliance.
- Le résultat net s'est établi à 44,6 \$ par rapport à 58,3 \$ en 2016. Une fois ajusté, le résultat ⁽¹⁾ s'élève à 55,1 \$ en 2017 et 58,6 \$ en 2016. Le résultat par action et le résultat ajusté par action ⁽¹⁾ se sont établis à 1,06 \$ et 1,30 \$, respectivement, comparés à 1,37 \$ et 1,38 \$ en 2016.
- Le 22 décembre 2017, les États-Unis ont promulgué la *Tax Cuts and Jobs Act* (la « réforme fiscale américaine »), laquelle inclut une diminution du taux fédéral d'impôt américain. À la suite de cette réforme fiscale, la Société a enregistré un gain d'impôt net de 0,8 \$, provenant principalement de la réduction des passifs d'impôt différés nets, le taux d'impôt américain des sociétés étant passé de 35 % à 21 %.
- La convention de crédit a été amendée, donnant accès à 225,0 \$ supplémentaire et rendant notamment possible, l'acquisition de Parts Alliance. Des flux de trésorerie disponibles de 95,7 \$ ont été générés permettant une réduction partielle de la dette, des acquisitions et des investissements en capital pour de l'équipement et du matériel informatique. Au 31 décembre 2017, l'endettement total net était de 417,9 \$ et une somme de 193,0 \$ était encore disponible sur les facilités de crédit afin de poursuivre les initiatives de croissance.
- En début de 2018, le secteur FinishMaster États-Unis a annoncé l'ouverture d'un nouveau centre de distribution à Grand Prairie au Texas, renforçant la stratégie d'approvisionnement de son réseau de distribution et de sa clientèle.

⁽¹⁾ Cette information représente une mesure financière autre que les IFRS. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

COMMENTAIRES PRÉALABLES AU RAPPORT DE GESTION

PORTÉE DU RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion porte sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2017 en comparaison avec le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2016 et sur la situation financière au 31 décembre 2017 en comparaison au 31 décembre 2016. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes complémentaires inclus dans le rapport annuel 2017. Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion tiennent compte de tout événement important survenu jusqu'au 19 février 2018, date de l'approbation et de l'autorisation pour publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion par le Conseil d'administration de la Société. Ils présentent la situation de l'entreprise et son contexte commercial tels qu'ils étaient, au meilleur de la connaissance de la Direction, au moment de la rédaction de ces lignes.

De l'information additionnelle sur Uni-Sélect, y compris les états financiers audités et la notice annuelle de la Société, est disponible sur le site de SEDAR à sedar.com.

Dans le présent rapport de gestion, « Uni-Sélect » ou la « Société » désigne, selon le cas, Uni-Sélect inc., ses filiales et divisions.

Les données financières présentées dans ce rapport de gestion, dont celles incluses au sein des tableaux, sont exprimées en milliers de dollars américains, à l'exception des montants par action, des pourcentages ou du nombre d'actions. Les comparaisons se font par rapport à la période antérieure.

Les états financiers consolidés contenus dans le présent rapport de gestion ont été produits selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ils ont fait l'objet d'un audit par l'auditeur indépendant de la Société.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le rapport de gestion a pour but d'aider l'investisseur à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et les incertitudes liés à l'exploitation et à la situation financière de Uni-Sélect. Certaines sections du présent rapport de gestion concernant les objectifs, les projections, les estimations, les attentes ou les prédictions de la Société présentent des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières.

Ces déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels et les attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique « Gestion des risques ». En dehors de ces principaux facteurs, les résultats de la Société sont tributaires de l'effet de la concurrence, des habitudes d'achat des consommateurs, de l'évolution du parc automobile, de la conjoncture en général ainsi que de la capacité de financement de la Société.

Aucune assurance ne peut être donnée quant à la concrétisation des résultats, du rendement ou des réalisations telles que formulés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives. À moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Direction n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements.

CONFORMITÉ AUX IFRS

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures de rendement conformes aux IFRS. Les mesures financières autres que les IFRS n'ont pas de définitions normalisées en vertu des IFRS et ne sont pas comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société considère que les lecteurs du présent document tiennent compte de ces mesures de rendement aux fins de compréhension ou d'analyse. *(Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)*

PROFIL ET DESCRIPTION

Uni-Sélect est un chef de file nord-américain de la distribution de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes, ainsi qu'un chef de file de la distribution de produits automobiles destinés au marché secondaire de l'automobile au Canada et au Royaume-Uni. Le siège social de Uni-Sélect est situé à Boucherville, Québec, Canada et ses actions sont négociées à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole UNS.

Au Canada, Uni-Sélect supporte plus de 16 000 ateliers de réparation/installation à travers un réseau national de plus de 1 100 grossistes indépendants et plus de 60 magasins corporatifs, dont plusieurs opèrent sous les programmes de bannières de Uni-Sélect incluant BUMPER TO BUMPER®, AUTO PARTS PLUS® et FINISHMASTER®. Uni-Sélect supporte également plus de 3 900 ateliers et magasins à travers ses bannières d'ateliers de réparation/installation, ainsi que ses bannières de carrosserie automobile.

Aux États-Unis, FinishMaster, Inc., une filiale à part entière de Uni-Sélect, opère un réseau national de plus de 210 magasins corporatifs de produits de revêtement automobile sous la bannière FINISHMASTER, laquelle dessert un réseau de plus de 30 000 clients annuellement incluant plus de 6 000 ateliers de carrosserie à titre de fournisseur privilégié.

Au Royaume-Uni et en Irlande, Uni-Sélect, par l'intermédiaire de son groupe de filiales Parts Alliance, est un leader de la distribution de produits automobiles destinés au marché secondaire. Le groupe supporte plus de 23 000 clients par le biais d'un réseau de près de 200 magasins, dont plus de 170 magasins corporatifs.

REVUE DES ACTIVITÉS DES 3 DERNIERS EXERCICES

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS SÉLECTIONNÉS

(en milliers de \$US, à l'exception des montants par action, des pourcentages et d'indication contraire)	2017	2016	2015 ⁽²⁾
RÉSULTATS D'EXPLOITATION			
Ventes	1 448 272	1 197 319	1 355 434
BAIIA ⁽¹⁾	110 752	106 848	(53 322)
Marge du BAIIA ⁽¹⁾	7,6 %	8,9 %	(3,9 %)
Frais de restructuration et autres	(523)	(746)	5 328
Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance	7 303	-	-
Dépréciation et frais de transaction relatifs à la vente des actifs nets	-	-	144 968
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	117 532	107 628	96 603
Marge du BAIIA ajusté ⁽¹⁾	8,1 %	9,0 %	7,1 %
Résultat net	44 616	58 265	(40 221)
Résultat ajusté ⁽¹⁾	55 097	58 638	56 839
Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	95 660	107 093	78 532
DONNÉES PAR ACTION ORDINAIRE			
Résultat net	1,06	1,37	(0,94)
Résultat ajusté ⁽¹⁾	1,30	1,38	1,33
Dividende (\$CAN)	0,3625	0,335	0,315
Valeur comptable par action	12,25	11,19	10,13
Nombre d'actions en circulation	42 273 812	42 214 178	43 135 758
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	42 261 423	42 434 956	42 777 589
SITUATION FINANCIÈRE			
Fonds de roulement	254 581	191 458	228 774
Total des actifs	1 486 745	980 616	835 150
Endettement total net ⁽¹⁾	417 909	111 973	-
Total des capitaux propres	517 977	472 362	436 978
Rendement du total des capitaux propres moyens ⁽¹⁾	9,0 %	12,8 %	(8,5 %)
Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens ⁽¹⁾	10,8 %	12,9 %	12,0 %

⁽¹⁾ Cette information représente une mesure financière autre que les IFRS. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

⁽²⁾ Les résultats de 2015 ont été impactés par la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc., finalisée le 1er juin 2015.

Une analyse détaillée de l'évolution des résultats d'exploitation et des états consolidés de la situation financière entre les exercices 2017 et 2016 est fournie dans les rubriques suivantes. Une analyse détaillée de l'évolution des résultats d'exploitation et des états consolidés de la situation financière entre les exercices 2016 et 2015 est incluse dans le rapport de gestion du rapport annuel 2016, disponible sur le site de SEDAR à sedar.com.

APERÇU

Au cours des 3 dernières années, la Société s'est renouvelée afin de répondre à l'évolution constante des affaires, du marché et de la concurrence et la Société a implanté de nouvelles stratégies et initiatives d'affaires, bâtissant une plateforme à long terme pour une croissance rentable, tout en raffermissant sa part de marché ainsi que ses positions de leadership.

Parmi les initiatives et réalisations importantes de la Société, nous retrouvons :

- Vendre les actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. en 2015, permettant à la Société d'être libre de dettes et de poursuivre d'autres initiatives de croissance.
- Stimuler une croissance rentable et équilibrée par une combinaison d'initiatives organiques et d'acquisitions dans tous les secteurs. Avec son programme de fusions et d'acquisitions, la Société a complété 40 acquisitions entre les exercices 2015 et 2017. L'ouverture de 7 nouveaux magasins, au cours de la même période, fait partie des initiatives de la Société pour favoriser une croissance organique rentable.
- Améliorer la productivité des activités en intégrant avec succès les acquisitions d'entreprises, en lançant l'initiative 20/20 à travers ses trois piliers afin d'adapter la structure de coûts pour mieux supporter le modèle d'affaires en évolution ainsi qu'en développant et en optimisant les outils technologiques.
- Transformer et faire évoluer les activités du secteur Produits automobiles Canada afin d'être plus compétitif dans le futur en ajoutant un réseau de magasins corporatifs, complétant le réseau de grossistes indépendants, en développant et en mettant en place de nouveaux programmes améliorés de bannières et de merchandising (BUMPER TO BUMPER et AUTO PARTS PLUS) tout en lançant la marque FINISHMASTER au Canada.
- Évaluer de nouveaux marchés potentiels afin d'établir un troisième pilier de croissance possédant une culture similaire, une position de marché solide et un potentiel important de croissance, menant à l'acquisition de Parts Alliance le 7 août 2017, un chef de file en pleine croissance dans la distribution de produits automobiles destinés au marché secondaire au Royaume-Uni.

Toutes ces initiatives ont procuré à la Société des flux de trésorerie importants, lui permettant d'accélérer sa croissance et de créer de la valeur dans tous les secteurs. La Société a terminé l'exercice 2015 avec 209 magasins à travers ses secteurs Produits automobiles Canada et FinishMaster États-Unis, alors que l'exercice 2017 s'est clos avec un réseau total de 447 magasins à travers ses trois secteurs d'activités.

EXERCICE 2017

Internationalisation et réseau en évolution

La Société a évolué à pas de géant en prenant un tournant international et en ajoutant à son réseau croissant Parts Alliance, un chef de file dans la distribution de produits automobiles destinés au marché secondaire au Royaume-Uni. De leur côté, les secteurs Produits automobiles Canada et FinishMaster États-Unis ont complété leur réseau respectif avec des acquisitions d'entreprises dûment sélectionnées et l'ouverture de nouveaux magasins.

Initiatives principales par secteur

FinishMaster États-Unis :

FinishMaster États-Unis continue d'évoluer et poursuit le remodelage de son portfolio de produits et de sa composition de clients par le truchement d'un changement de gamme de produits, en fin d'exercice 2016 et début 2017, ainsi que de récentes acquisitions d'entreprises, lesquelles incluent un pourcentage plus élevé de clients à magasins multiples (MSO).

FinishMaster États-Unis a étendu et a enrichi son réseau en développant la région du Nord-Ouest avec 3 nouveaux magasins, en élargissant son territoire avec ses 2 premiers magasins acquis dans l'état de l'Alaska et en renforçant sa position dans les marchés importants avec l'ajout de 16 magasins, notamment grâce à D'Angelo, qui est la plus importante acquisition à ce jour. Ce secteur a aussi intégré avec succès 13 magasins relatifs aux récentes acquisitions d'entreprises.

L'équipe de FinishMaster États-Unis a priorisé les initiatives organiques favorisant la croissance telle que l'amélioration de l'offre de produit avec la niche des produits industriels et le déploiement continu de SMART®, leur marque maison. Des initiatives d'amélioration de la productivité ont été implantées, se concentrant sur la réduction des coûts afin de soutenir son modèle en évolution, notamment à travers l'initiative 20/20.

Produits automobiles Canada :

Ce secteur, en constante évolution, a continué le déploiement de ses deux principales initiatives de croissance afin de développer un réseau de magasins corporatifs et d'attirer des grossistes indépendants additionnels : le programme de pièces automobiles BUMPER TO BUMPER et le programme de peinture, de carrosserie et d'équipement FINISHMASTER au Canada, ajoutant ainsi 10 magasins corporatifs à son réseau national en 2017, soit 7 BUMPER TO BUMPER et 3 FINISHMASTER.

Ce secteur travaille activement à améliorer l'efficacité de ses activités à travers l'intégration des magasins corporatifs, incluant la stratégie de marque, les processus ainsi que l'implantation d'un nouveau système de point de ventes (POS). Une fois complétées, ces initiatives devraient permettre des synergies additionnelles et une plus grande efficacité en plus d'offrir un potentiel d'effet de levier avec l'ajout futur d'acquisitions ou de nouveaux magasins.

Parts Alliance Royaume-Uni (depuis l'acquisition le 7 août 2017) :

Parts Alliance Royaume-Uni est en recherche constante d'opportunités de croissance, tout en veillant à améliorer sa couverture nationale. Depuis son acquisition, ce secteur a conclu une acquisition d'entreprise, ajoutant 7 magasins, et ouvert 2 nouveaux magasins.

Depuis son ajout au réseau de Uni-Sélect, ce secteur s'est concentré sur l'optimisation des activités, la maximisation des outils technologiques, l'amélioration de la productivité des activités des magasins avec l'initiative 20/20 et l'intégration des récentes acquisitions d'entreprises. Ce secteur, conjointement avec les Produits automobiles Canada, négocie actuellement avec les manufacturiers afin de combiner et d'optimiser les conditions d'achats.

Corporatifs et autres

Du côté corporatif, plusieurs initiatives ont été réalisées pour soutenir les secteurs d'activités en croissance, améliorer la performance et créer de la valeur telles que :

- Finalisation de l'acquisition de Parts Alliance, un chef de file, en pleine croissance dans la distribution de produits automobiles destinés au marché secondaire au Royaume-Uni.
- Modification et mise à jour de la convention de crédit offrant une augmentation totale de 225 000 \$ et permettant, entre autres, l'acquisition de Parts Alliance ainsi que la croissance future.
- Lancement de l'initiative 20/20 afin d'adapter la structure de coûts au modèle d'affaires en évolution.
- Organisation d'une journée pour les investisseurs au Royaume-Uni, offrant un aperçu de la stratégie corporative, une revue des activités de Parts Alliance, une vue détaillée du marché au Royaume-Uni et le plan de croissance de la Société dans son ensemble.
- Amélioration du système de Gestion des Risques de l'Entreprise (ERM) ainsi que son suivi continu par la Société et son Conseil d'administration.

EXERCICE 2016

Réseau en expansion

La Société a connu une année de croissance et de performance stimulée par les acquisitions d'entreprises rentables tout en évoluant à travers des conditions économiques moins favorables au Canada et un changement de gamme de produits aux États-Unis.

Les secteurs FinishMaster États-Unis et Produits automobiles Canada ont tous les deux activement travaillé sur des initiatives de croissance tant au niveau organique qu'au niveau d'acquisitions d'entreprises. Le secteur Produits automobiles Canada a accéléré les initiatives des magasins corporatifs, bâtissant sa structure, ce qui inclut le déploiement d'un système de point de ventes (POS) ainsi que le lancement du nouveau programme BUMPER TO BUMPER et de la marque FINISHMASTER au Canada. Le secteur FinishMaster États-Unis a ouvert un nouveau centre de distribution, sur la Côte Est, afin d'améliorer le service aux clients, tout en effectuant un changement de gamme de produits au cours du deuxième semestre de l'année. Ensemble, ces secteurs ont finalisé 14 acquisitions d'entreprises, ajoutant au réseau plus de 60 magasins avant les synergies. L'intégration des récentes acquisitions d'entreprises a progressé tel que prévu, produisant les résultats attendus.

Du côté corporatif, des stratégies ont été initiées en regard de la gestion de la trésorerie, de l'amélioration de la performance, de la réduction des risques financiers et de change et ultimement de la création de valeur avec le renouvellement et l'ajout d'ententes de financement des comptes fournisseurs, les négociations avec les fournisseurs de technologies de l'information et le déploiement d'une solution d'internalisation des serveurs, la couverture de la rémunération à base d'actions ainsi que de certains créanciers importants et le fractionnement des actions ordinaires à raison de 2 pour 1.

EXERCICE 2015

Vente des actifs nets et libre de dettes

La Société continue de mettre l'accent sur la croissance de ses principales unités d'affaires afin de renforcer leur position de leader et a annoncé, le 9 février 2015, une entente visant la vente des actifs nets de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. Le 1er juin 2015, la Société a conclu la vente de ces actifs nets.

À la suite de l'annonce de l'entente, la Société a rationalisé ses activités corporatives, a accéléré la réduction de la dette et était en position de trésorerie nette. Par conséquent, la Société a annoncé son intention de poursuivre sa croissance à l'aide des acquisitions afin de tirer profit de sa position financière avantageuse.

Le modèle d'affaires qui inclut des magasins corporatifs au Canada fut un tournant en 2015; 27 magasins ont été acquis au courant de l'année. Le secteur FinishMaster États-Unis a aussi été actif avec 7 acquisitions complétées au courant de l'année. Ces acquisitions ont ajouté 34 magasins au réseau.

Les résultats de la période ont découlés des diverses initiatives prises par la Société. La croissance organique de 2,6 % a été le résultat de l'approche centrée sur le client, procurant une expérience client supérieure. La marge du BAIIA ajustée s'est quant à elle améliorée de 0,9 % bénéficiant notamment de la vente des actifs nets, de la performance des activités restantes ainsi que de la rentabilité des entreprises acquises.

MESURES FINANCIÈRES AUTRES QUE LES IFRS

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures financières du rendement conformes aux IFRS. Les mesures financières autres que les IFRS n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, il est peu probable qu'elles soient comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société est d'avis que les lecteurs du présent document tiennent compte de ces mesures de rendement aux fins de compréhension ou d'analyse.

Le tableau suivant présente les définitions des termes utilisés par la Société qui ne sont pas définis selon les IFRS.

Croissance organique ⁽¹⁾	Cette mesure consiste à quantifier l'augmentation des ventes consolidées pro forma entre deux périodes données, en excluant l'impact des acquisitions, des ventes et fermetures de magasins, des variations du taux de change et, lorsqu'il y a lieu, de la différence du nombre de jours de facturation. Cette mesure aide Uni-Sélect à juger l'évolution intrinsèque des ventes générées par sa base opérationnelle par rapport au reste du marché. La détermination du taux de croissance organique, qui est fondée sur des constats raisonnables aux yeux de la Direction, pourrait différer des taux de croissance organique réels.
BAIIA ⁽¹⁾	Le BAIIA représente le résultat net excluant les charges financières, l'amortissement et l'impôt sur le résultat. Il s'agit d'un indicateur financier mesurant la capacité d'une société de rembourser et d'assumer ses dettes. Les investisseurs ne doivent pas le considérer comme un critère remplaçant les ventes ou le résultat net, ni comme un indicateur des résultats d'exploitation ou de flux de trésorerie, ni comme un paramètre de mesure de liquidité, mais comme une information additionnelle.
BAIIA ajusté, résultat ajusté et résultat ajusté par action ⁽¹⁾	<p>La Direction utilise le BAIIA ajusté, le résultat ajusté ainsi que le résultat ajusté par action pour évaluer le BAIIA, le résultat net et le résultat par action provenant des activités d'exploitation, excluant certains ajustements, nets d'impôt sur le résultat (pour le résultat ajusté et le résultat ajusté par action), qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société. Selon la Direction, ces mesures sont plus représentatives de la performance des activités de la Société et plus appropriées pour fournir de l'information additionnelle.</p> <p>Ces ajustements correspondent, entre autres, aux frais de restructuration et autres ainsi qu'aux frais de transactions nets, à l'amortissement de la prime relative aux options sur devises et à l'amortissement des immobilisations incorporelles relativement à l'acquisition de Parts Alliance. La Direction considère l'acquisition de Parts Alliance comme transformationnelle. Le fait d'exclure ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.</p>
Marge du BAIIA ⁽¹⁾ et marge du BAIIA ajusté ⁽¹⁾	La marge du BAIIA est un pourcentage qui correspond au BAIIA divisé par les ventes. La marge du BAIIA ajusté est un pourcentage qui correspond au BAIIA ajusté divisé par les ventes.

Flux de trésorerie disponibles ⁽²⁾	<p>Cette mesure correspond aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation selon les tableaux consolidés des flux de trésorerie, ajustés des éléments suivants : la variation des éléments du fonds de roulement, les acquisitions d'immobilisations corporelles et la différence entre la somme versée relativement aux avantages postérieurs à l'emploi et la dépense de la période. Uni-Sélect considère les flux de trésorerie disponibles comme un important indicateur de la solidité financière et du rendement des activités, car ils révèlent le montant des fonds disponibles pour gérer la croissance du fonds de roulement, payer les dividendes, rembourser la dette, réinvestir dans la Société et profiter des différentes opportunités de marché qui se présentent.</p> <p>Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations dans les éléments du fonds de roulement (dont les débiteurs et autres recevables, les stocks et les créditeurs et charges à payer) et autres fonds générés et utilisés selon les tableaux des flux de trésorerie. Par conséquent, ils ne devraient pas être considérés comme une alternative aux tableaux consolidés des flux de trésorerie ou comme une mesure de liquidité, mais comme une information additionnelle.</p>
Endettement total net ⁽³⁾	Cette mesure correspond à la dette à long terme incluant les versements exigibles à court terme (selon la note 18 aux états financiers consolidés), nette de la trésorerie.
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres ⁽³⁾	Ce ratio correspond à l'endettement total net divisé par la somme de l'endettement total net et du total des capitaux propres.
Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres ⁽³⁾	Ce ratio correspond à la dette à long terme incluant les versements exigibles à court terme (selon la note 18 aux états financiers consolidés), divisée par le total des capitaux propres.
Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté ⁽³⁾	Ce ratio correspond à l'endettement total net sur le BAIIA ajusté ⁽¹⁾ .
Rendement du total des capitaux propres moyens ⁽³⁾	Ce ratio correspond au résultat net, divisé par le total des capitaux propres moyen.
Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens ⁽³⁾	Ce ratio correspond au résultat net ajusté ⁽¹⁾ , auquel l'amortissement des immobilisations incorporelles de Parts Alliance est réintégré, divisé par le total des capitaux propres moyen.

⁽¹⁾ Voir la section « Analyse des résultats consolidés » pour un rapprochement quantitatif entre les mesures financières autres que les IFRS et celles les plus directement comparables conformément aux IFRS.

⁽²⁾ Voir la section « Flux de trésorerie » pour un rapprochement quantitatif entre les mesures financières autres que les IFRS et celles les plus directement comparables conformément aux IFRS.

⁽³⁾ Voir la section « Structure de capital » pour plus de renseignements.

ACQUISITION DE PARTS ALLIANCE

Le 7 août 2017, dans le cadre de sa stratégie de croissance par acquisitions, la Société a complété l'acquisition de toutes les actions de PA Topco Limited, exerçant ses activités sous le nom de Parts Alliance, un distributeur indépendant de produits automobiles destinés au marché secondaire au Royaume-Uni. Cette transaction stratégique procure à la Société un point d'entrée intéressant au cœur d'un nouveau marché géographique en consolidation.

Net de la trésorerie de l'entreprise acquise pour 6 187 £ (équivalent à 8 065 \$), le coût total de cette acquisition s'élevant à 202 195 £ (équivalent à 263 603 \$), a été alloué de façon préliminaire aux actifs et aux passifs en fonction de leur juste valeur et du taux de change effectif à la date d'acquisition. L'acquisition de Parts Alliance a été entièrement financée sous forme de dette, le tout provenant des facilités de crédit disponibles à la Société.

Le tableau suivant présente l'ensemble des justes valeurs comptabilisées à la date d'acquisition :

Débiteurs et autres recevables	61 955
Stocks	82 432
Frais payés d'avance	6 465
Actifs d'impôt différés	1 795
Investissements et avances aux marchands membres	77
Immobilisations corporelles	23 695
Immobilisations incorporelles	87 869
Goodwill	110 472
Créditeurs et charges à payer	(85 770)
Impôt sur le résultat à payer	(835)
Contrats de location-financement	(8 386)
Autres provisions	(1 142)
Passifs d'impôt différé	(15 024)
Coût total	263 603
Solde de prix d'achat	(2 021)
Déboursé net	261 582

La Société a utilisé les fonds provenant de la convention de crédit mise à jour le 25 juillet 2017 pour financer l'acquisition :

Facilité de crédit à terme	100 000
Facilité de crédit rotatif	163 603
	263 603

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a comptabilisé des frais de transaction nets totalisant 7 303 \$ relativement à cette acquisition.

(Pour plus de renseignements, voir les notes 5, 11 et 18 aux états financiers consolidés.)

La section « Analyse des résultats par secteur » présente la contribution du secteur Parts Alliance Royaume-Uni aux résultats consolidés.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Les résultats consolidés de 2017 incluent les activités du secteur Parts Alliance Royaume-Uni, acquis le 7 août 2017 et présenté en tant que nouveau secteur d'activités.

VENTES

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
<i>FinishMaster États-Unis</i>	198 956	180 758	814 639	752 864
<i>Produits automobiles Canada</i>	123 023	110 228	484 934	444 455
<i>Parts Alliance Royaume-Uni</i>	92 999	-	148 699	-
Ventes	414 978	290 986	1 448 272	1 197 319
		%		%
Variation des ventes	123 992	42,6	250 953	21,0
Impact de la conversion du dollar canadien	(5 707)	(2,0)	(8 431)	(0,7)
Nombre de jours de facturation	(2 963)	(1,0)	2 352	0,2
Acquisitions et autres	(117 564)	(40,4)	(279 669)	(23,4)
Croissance organique consolidée	(2 242)	(0,8)	(34 795)	(2,9)

QUATRIÈME TRIMESTRE

La croissance trimestrielle de 42,6 %, comparativement au trimestre correspondant de 2016, a été stimulée par la contribution des récentes acquisitions d'entreprises, lesquelles ont ajouté 117 564 \$ de ventes, soit un apport de 40,4 %. Les ventes du secteur Parts Alliance Royaume-Uni représentent 92 999 \$ ou 32,0 % de cet apport.

Le changement de gamme de produits en cours dans le secteur FinishMaster États-Unis a affecté ses ventes d'environ 1,5 %, alors que la performance du secteur Produits automobiles Canada a généré une croissance organique nette de 1,5 %, ou 5,9 % excluant la perte d'un membre indépendant plus tôt cette année.

La croissance organique consolidée, excluant ces deux impacts, aurait été approximativement de 1,9 %.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La croissance de 21,0 %, comparativement à la période correspondante de 2016, a été stimulée par la contribution des récentes acquisitions d'entreprises, ajoutant 279 669 \$ de ventes, soit un apport de 23,4 %.

Les ventes organiques consolidées ont été affectées par le changement de gamme de produits et les ouragans dans le secteur FinishMaster États-Unis, ainsi que par la perte d'un membre indépendant, en début d'année, dans le secteur Produits automobiles Canada, lequel a néanmoins rapporté une croissance organique de 3,9 %.

Excluant ces éléments défavorables que ces deux secteurs ont dû faire face, la croissance organique consolidée aurait été approximativement de 2,4 %.

Au cours de l'exercice, dix acquisitions d'entreprises ont été conclues et six nouveaux magasins ont été ouverts, démontrant la volonté de toutes les équipes à stimuler la croissance tant organiquement que par la consolidation de marché. La Direction demeure présente pour soutenir ses trois piliers dans la réalisation de leurs initiatives respectives de croissance.

MARGE BRUTE

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
Marge brute	139 987	92 644	465 074	366 602
<i>En % des ventes</i>	33,7 %	31,8 %	32,1 %	30,6 %

QUATRIÈME TRIMESTRE

La marge brute a augmenté, en pourcentage des ventes, de 190 points de base comparativement au trimestre correspondant de 2016, bénéficiant de l'acquisition de Parts Alliance, qui a une marge brute plus élevée que les autres secteurs.

Excluant les activités du secteur Parts Alliance Royaume-Uni, la variation restante, en pourcentage des ventes, est expliquée par un changement dans la composition des revenus ainsi qu'une diminution des achats spéciaux dans le secteur FinishMaster États-Unis, partiellement compensés par une amélioration de la performance du secteur Produits Automobiles Canada.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La marge brute a augmenté, en pourcentage des ventes, de 150 points de base comparativement à la période correspondante de 2016.

Excluant les activités du secteur Parts Alliance Royaume-Uni, la variation, en pourcentage des ventes, est expliquée par des conditions d'achats optimisées dans les deux autres secteurs d'activités, qui ont été partiellement contrebalancés par un changement dans la composition des revenus impactant le secteur FinishMaster États-Unis.

AVANTAGES DU PERSONNEL

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
Avantages du personnel	75 469	44 974	236 684	175 621
<i>En % des ventes</i>	18,2 %	15,5 %	16,3 %	14,7 %

QUATRIÈME TRIMESTRE

Les avantages du personnel, en pourcentage des ventes, ont augmenté de 270 points de base comparativement au trimestre correspondant de 2016. Cette variation est principalement attribuable à un modèle d'affaires différent dans le secteur Parts Alliance Royaume-Uni, qui requiert un niveau d'employés plus élevé.

Excluant les activités du secteur Parts Alliance Royaume-Uni, la variation, en pourcentage des ventes, est expliquée par des indemnités de départ, relatives à l'initiative 20/20, dans les deux autres secteurs d'activités et les investissements en ressources humaines requis pour soutenir les initiatives des magasins corporatifs dans le secteur Produits automobiles Canada.

Ces facteurs ont été partiellement compensés par une diminution de la rémunération basée sur la performance dans le secteur Corporatif et autres relativement à la performance des résultats consolidés de la période.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

Les avantages du personnel, en pourcentage des ventes, ont augmenté de 160 points de base comparativement à la période correspondante de 2016.

Excluant les activités du secteur Parts Alliance Royaume-Uni, la variation restante, en pourcentage des ventes, est expliquée par les mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre ainsi que par une absorption moins importante des avantages du personnel en regard des ventes organiques.

AUTRES DÉPENSES D'EXPLOITATION

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
Autres dépenses d'exploitation	36 534	23 846	110 858	84 879
<i>En % des ventes</i>	8,8 %	8,2 %	7,7 %	7,1 %

QUATRIÈME TRIMESTRE

Les autres dépenses d'exploitation, en pourcentage des ventes, ont augmenté de 60 points de base, comparativement au trimestre correspondant de 2016, affectées principalement par un modèle d'affaires différent dans le secteur Parts Alliance Royaume-Uni, requérant un niveau de frais fixes plus élevé.

Excluant les activités du secteur Parts Alliance Royaume-Uni, la variation restante, en pourcentage des ventes, est expliquée principalement par une diminution des dépenses en technologies de l'information à la suite de l'internalisation des serveurs.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

Les autres dépenses d'exploitation, en pourcentage des ventes, ont augmenté de 60 points de base, comparativement à la période correspondante de 2016.

Excluant les activités du secteur Parts Alliance Royaume-Uni, la variation restante, en pourcentage des ventes, est expliquée par une absorption plus faible des frais fixes relativement aux ventes organiques, qui a été partiellement compensée par une performance améliorée du programme de peinture, de carrosserie et d'équipements (PBE) dans le secteur Produits Automobile Canada, ainsi que par une diminution des dépenses en technologies de l'information.

FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
Frais de restructuration et autres	-	(746)	(523)	(746)

En septembre 2017, la Société a révisé les provisions restantes et a reflété les changements d'estimations suivants : une diminution de 234 \$ pour le solde restant des contrats déficitaires et de 289 \$ pour les charges d'indemnité de départ, ce qui a entraîné une réduction des frais de restructuration et autres aux états consolidés des résultats totalisant 523 \$. Au 31 décembre 2017, la Société a finalisé la rationalisation de ses activités corporatives. À la fin de l'exercice 2016, la Société a révisé sa provision et a renversé un montant de 746 \$ relatif aux contrats déficitaires à la suite des négociations avec ses fournisseurs de technologies de l'information.

(Pour plus de renseignements, voir la note 4 aux états financiers consolidés.)

FRAIS DE TRANSACTION NETS RELATIFS À L'ACQUISITION DE PARTS ALLIANCE

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance	2 130	-	7 303	-

En août 2017, la Société a complété l'acquisition de Parts Alliance.

Ces montants incluent des frais d'acquisition de 489 \$ et 7 310 \$ pour le trimestre et la période de douze mois clos le 31 décembre 2017 ainsi que d'autres dépenses relatives à la transaction de 1 641 \$ et 1 699 \$ pour le trimestre et la période de douze mois clos le 31 décembre 2017.

La Société a eu recours à des options sur devises, au cours du deuxième trimestre de 2017, afin de fixer le taux de change sur les sorties de fonds relatives à cette acquisition. À la suite de l'exercice de ces options, la Société a comptabilisé une variation favorable de leur juste valeur pour un montant de 1 706 \$ pour la période de douze mois close le 31 décembre 2017 (aucun pour le trimestre).

(Pour plus de renseignements, voir la note 5 aux états financiers consolidés.)

BAIIA

	Quatrième trimestre			Période de douze mois		
	2017	2016	%	2017	2016	%
Résultat net	8 721	12 695		44 616	58 265	
Charge d'impôt sur le résultat	2 170	5 487		22 002	28 137	
Amortissement	9 977	5 224		29 647	15 962	
Charges financières, montant net	4 986	1 164		14 487	4 484	
BAIIA	25 854	24 570	5,2	110 752	106 848	3,7
Marge du BAIIA	6,2 %	8,4 %		7,6 %	8,9 %	
Frais de restructuration et autres	-	(746)		(523)	(746)	
Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance	2 130	-		7 303	-	
Passifs additionnels relatifs à la vente des actifs nets ⁽¹⁾	-	1 526		-	1 526	
BAIIA ajusté	27 984	25 350	10,4	117 532	107 628	9,2
Marge du BAIIA ajusté	6,7 %	8,7 %		8,1 %	9,0 %	

⁽¹⁾ Ces passifs sont relatifs aux réclamations d'assurances additionnelles d'anciens employés de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. vendus le 1er juin 2015, pour lesquels la Société demeure responsable après la disposition.

QUATRIÈME TRIMESTRE

La marge du BAIIA ajusté a diminué de 200 points de base, comparativement au trimestre correspondant de 2016, affectée par un modèle d'affaires différent dans le secteur Parts Alliance Royaume-Uni.

Excluant les activités du secteur Parts Alliance Royaume-Uni, la variation restante, en pourcentage des ventes, s'explique par une composition différente des revenus ainsi qu'une diminution des achats spéciaux dans le secteur FinishMaster États-Unis, des indemnités de départ relatives à l'initiative 20/20 et des investissements en cours dans le secteur Produits automobiles Canada afin de supporter les initiatives des magasins corporatifs.

Ces impacts ont été partiellement compensés par une diminution de la rémunération basée sur la performance et des dépenses en technologies de l'information à la suite de l'internalisation des serveurs.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La marge du BAIIA ajusté a diminué de 90 points de base, comparativement à la période correspondante de 2016, affectée par un modèle d'affaires différent dans le secteur Parts Alliance Royaume-Uni, lequel rapporte de surcroît, ses deux mois les plus faibles de l'année, août et décembre.

Excluant les activités du secteur Parts Alliance Royaume-Uni, la variation restante, en pourcentage des ventes, s'explique par une absorption moins importante des avantages du personnel et des frais fixes, des indemnités de départ ainsi que des investissements dans le secteur Produits automobiles Canada afin de supporter les initiatives des magasins corporatifs.

Ces impacts ont été partiellement compensés par des conditions d'achats optimisées ainsi qu'une diminution de la rémunération basée sur la performance et des dépenses en technologies de l'information.

CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
Charges financières, montant net	4 986	1 164	14 487	4 484

QUATRIÈME TRIMESTRE

L'augmentation des charges financières, comparativement au trimestre correspondant de 2016, est principalement attribuable à l'augmentation de la dette moyenne, provenant en grande partie des récentes acquisitions d'entreprises, ce qui a engendré des frais d'emprunt plus élevés.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

L'augmentation des charges financières, comparativement à la période correspondante de 2016, s'explique, comme pour le trimestre, par l'augmentation de la dette moyenne, ainsi que par l'amortissement de la prime relative aux options sur devises pour l'acquisition de Parts Alliance.

(Pour plus de renseignements, voir la note 6 aux états financiers consolidés.)

AMORTISSEMENT

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
Amortissement	9 977	5 224	29 647	15 962

QUATRIÈME TRIMESTRE

L'augmentation de l'amortissement, comparativement au trimestre correspondant de 2016, provient principalement des récentes acquisitions d'entreprises, notamment en regard de l'amortissement des immobilisations incorporelles des relations clients. L'amortissement des récentes implantations en technologies de l'information, incluant le système de point de ventes pour les magasins corporatifs et l'internalisation des serveurs au Canada, a aussi contribué à l'augmentation.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

L'augmentation de l'amortissement, comparativement à la période correspondante de 2016, est principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

(Pour plus de renseignements, voir la note 7 aux états financiers consolidés.)

CHARGE D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
Charge d'impôt sur le résultat	2 170	5 487	22 002	28 137
<i>Taux d'imposition</i>	19,9 %	30,2 %	33,0 %	32,6 %

QUATRIÈME TRIMESTRE

La variation, comparativement au trimestre correspondant de 2016, est principalement attribuable à une charge d'impôt comptabilisée au cours du trimestre à la suite de la conciliation et la finalisation des déclarations de revenus de 2016 ainsi qu'à un gain d'impôt net de 811 \$, provenant principalement de la réduction des passifs d'impôt différés nets, le taux d'impôt américain des sociétés étant passé de 35 % à 21 % à la suite de la réforme fiscale.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une pondération géographique différente du résultat avant impôt sur le résultat et où des taux d'imposition distincts s'appliquent.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La variation, comparativement à la période correspondante de 2016, est principalement attribuable aux dépenses non déductibles relatives à l'acquisition de Parts Alliance, partiellement compensées par un gain d'impôt provenant de la réduction des passifs d'impôts différés nets à la suite de la réforme fiscale américaine et par une pondération géographique différente du résultat avant impôt sur le résultat et où des taux d'imposition distincts s'appliquent.

(Pour plus de renseignements, voir la note 8 aux états financiers consolidés.)

RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT PAR ACTION

	Quatrième trimestre			Période de douze mois		
	2017	2016	%	2017	2016	%
Résultat net	8 721	12 695	(31,3)	44 616	58 265	(23,4)
Frais de restructuration et autres, nets d'impôt	-	(539)		(378)	(539)	
Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance, nets d'impôt	1 773	-		6 991	-	
Passifs additionnels relatifs à la vente des actifs nets, nets d'impôt	-	912		-	912	
Amortissement de la prime relative aux options sur devises, net d'impôt	-	-		2 003	-	
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de Parts Alliance, net d'impôt	1 119	-		1 865	-	
Résultat ajusté	11 613	13 068	(11,1)	55 097	58 638	(6,0)
Résultat par action	0,21	0,30	(30,0)	1,06	1,37	(22,6)
Frais de restructuration et autres, nets d'impôt	-	(0,01)		(0,01)	(0,01)	
Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance, nets d'impôt	0,04	-		0,16	-	
Passifs additionnels relatifs à la vente des actifs nets, nets d'impôt	-	0,02		-	0,02	
Amortissement de la prime relative aux options sur devises, net d'impôt	-	-		0,05	-	
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de Parts Alliance, net d'impôt	0,02	-		0,04	-	
Résultat par action ajusté	0,27	0,31	(12,9)	1,30	1,38	(5,8)

QUATRIÈME TRIMESTRE

Le résultat ajusté a diminué de 11,1 % comparativement au trimestre correspondant de 2016, affecté par l'amortissement et les charges financières additionnels découlant des récentes acquisitions d'entreprises et investissements en immobilisations.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

Le résultat ajusté a diminué de 6,0 % comparativement à la période correspondante de 2016, affecté par les mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

La conversion du dollar canadien en dollar américain n'a pas eu d'impact sur le résultat par action pour le trimestre et la période de douze mois comparativement aux périodes correspondantes de 2016.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS

Historiquement, les ventes de la Société sont plus importantes au cours des deuxièmes et troisièmes trimestres comparativement aux premiers et quatrièmes trimestres. Récemment, les ventes ont été affectées par les acquisitions d'entreprises ainsi que par l'impact de la conversion du dollar canadien au dollar américain. La Société réalise des profits dans chacun des trimestres.

Le tableau suivant résume les principales informations financières tirées des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour chacun des huit derniers trimestres.

	2017				2016			
	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre
Ventes								
États-Unis	198 956	206 495	209 486	199 702	180 758	202 215	196 478	173 413
Canada	123 023	133 612	130 801	97 498	110 228	116 330	127 280	90 617
Royaume-Uni ⁽¹⁾	92 999	55 700	-	-	-	-	-	-
	414 978	395 807	340 287	297 200	290 986	318 545	323 758	264 030
BAIIA	25 854	32 181	29 544	23 173	24 570	30 836	29 739	21 703
Marge du BAIIA	6,2 %	8,1 %	8,7 %	7,8 %	8,4 %	9,7 %	9,2 %	8,2 %
Frais de restructuration et autres	-	(523)	-	-	(746)	-	-	-
Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance	2 130	2 257	2 916	-	-	-	-	-
BAIIA ajusté	27 984	33 915	32 460	23 173	25 350	30 836	29 739	21 703
Marge du BAIIA ajusté	6,7 %	8,6 %	9,5 %	7,8 %	8,7 %	9,7 %	9,2 %	8,2 %
Résultat net	8 721	11 159	13 738	10 998	12 695	17 281	16 806	11 483
Résultat ajusté	11 613	15 851	16 635	10 998	13 068	17 281	16 806	11 483
Résultat net de base par action ⁽²⁾	0,21	0,26	0,33	0,26	0,30	0,41	0,40	0,27
Résultat ajusté de base par action ⁽²⁾	0,27	0,38	0,39	0,26	0,31	0,41	0,40	0,27
Résultat net dilué par action ⁽²⁾	0,21	0,26	0,32	0,26	0,30	0,41	0,40	0,27
Dividende déclaré par action (\$CAN) ⁽²⁾	0,0925	0,0925	0,0925	0,085	0,085	0,085	0,085	0,080
Taux de change moyen des résultats (\$CAN)	0,79:1 \$	0,80:1 \$	0,74:1 \$	0,76:1 \$	0,75:1 \$	0,77:1 \$	0,78:1 \$	0,73:1 \$
Taux de change moyen des résultats (£)	1,33:1 \$	1,31:1 \$	-	-	-	-	-	-

⁽¹⁾ Ventes depuis la finalisation de l'acquisition le 7 août 2017.

⁽²⁾ Fractionnement des actions ordinaires à raison de 2 pour 1 le 11 mai 2016 pour les actionnaires inscrits le 6 mai 2016. Afin de refléter l'incidence de ce fractionnement, les informations portant sur le nombre d'actions ordinaires ont été retraitées de façon rétrospective.

ANALYSE DES RÉSULTATS PAR SECTEUR

INFORMATION SECTORIELLE

En début d'année, la Société a révisé et renommé ses secteurs isolables, afin de mieux représenter ses activités. Par ailleurs, à la suite de l'acquisition de Parts Alliance le 7 août 2017, la Société rapporte maintenant l'information sur quatre secteurs d'activités isolables :

FinishMaster États-Unis : distribution de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes représentant FinishMaster, Inc. au sein du marché américain.

Produits automobiles Canada : distribution de produits destinés au marché secondaire de l'automobile, incluant la peinture automobile et industrielle et les accessoires connexes, à travers le réseau canadien.

Parts Alliance Royaume-Uni : distribution d'équipements d'origine et de pièces du marché secondaire de l'automobile, servant des clients locaux et nationaux à travers le Royaume-Uni.

Corporatif et autres : dépenses du siège social et aux autres dépenses principalement liées à la structure de financement.

La mesure de rentabilité utilisée par la Société pour évaluer la performance des résultats obtenus est le BAIIA.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – FINISHMASTER ÉTATS-UNIS

Ventes

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
Ventes	198 956	180 758	814 639	752 864
		%		%
Variation des ventes	18 198	10,1	61 775	8,2
Nombre de jours de facturation	(2 963)	(1,6)	-	-
Acquisitions et autres	(19 095)	(10,6)	(113 814)	(15,1)
Croissance organique	(3 860)	(2,1)	(52 039)	(6,9)

QUATRIÈME TRIMESTRE

Les ventes de ce secteur ont augmenté de 10,1 %, comparativement au trimestre correspondant de 2016, supportées par les ventes des récentes acquisitions d'entreprises, lesquelles représentent une croissance de 10,6 %.

Le changement de gamme de produits a impacté les ventes organiques par approximativement 1,5 %.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

Les ventes de ce secteur ont augmenté de 8,2 %, comparativement à la période correspondante de 2016, supportées par les ventes des récentes acquisitions d'entreprises, représentant une croissance de 15,1 %.

Le changement de gamme de produits et les ouragans ont eu un impact approximatif de 6,1 % sur les ventes organiques.

BAIIA

	Quatrième trimestre			Période de douze mois		
	2017	2016	%	2017	2016	%
BAIIA	19 603	21 686	(9,6)	91 345	93 393	(2,2)
<i>Marge du BAIIA</i>	9,9 %	12,0 %		11,2 %	12,4 %	

QUATRIÈME TRIMESTRE

La diminution de la marge du BAIIA de 210 points de base est le résultat de :

- une diminution des achats spéciaux dans le trimestre courant comparativement au même trimestre en 2016;
- une évolution de la composition de clients, découlant des récentes acquisitions d'entreprises, ayant une pondération plus élevée de clients à magasins multiples (MSO) et pour lesquels les rabais sont plus considérables ;
- des charges d'indemnités et d'assurances médicales imprévues survenues au cours du trimestre ; et
- des indemnités de départ relatives à l'initiative 20/20 annoncée au cours du troisième trimestre.

Ces facteurs négatifs ont partiellement été compensés par la diminution de la rémunération basée sur la performance.

FinishMaster États-Unis travaille sur différentes initiatives visant à stimuler les ventes organiques, à améliorer la productivité et à réduire les coûts de services de son modèle en évolution, en conjonction avec l'initiative 20/20.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La diminution de la marge du BAIIA de 120 points de base est le résultat de :

- une absorption plus faible des frais fixes en raison des ventes organiques et de l'impact des ouragans ; et
- une évolution de la composition de clients, découlant des récentes acquisitions d'entreprises, ayant une pondération plus élevée de clients à magasins multiples (MSO) et pour lesquels les rabais sont plus considérables.

Les achats spéciaux, réalisés au cours du premier semestre, ainsi que la diminution de la rémunération basée sur la performance ont partiellement compensé ces facteurs négatifs.

Depuis le début de l'exercice, FinishMaster États-Unis a étendu et enrichi son réseau en ouvrant 3 nouveaux magasins dans le Nord-Ouest, en élargissant son territoire avec ses 2 premiers magasins acquis dans l'état de l'Alaska, en renforçant sa position dans des marchés importants avec l'ajout de 16 magasins, notamment grâce à D'Angelo, la plus importante acquisition à ce jour, ainsi qu'en intégrant 13 magasins relatifs aux récentes acquisitions d'entreprises. En début de 2018, un nouveau centre de distribution a été ouvert, à Grand Prairie au Texas, renforçant la stratégie d'approvisionnement du réseau de distribution.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – PRODUITS AUTOMOBILES CANADA

Ventes

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
Ventes	123 023	110 228	484 934	444 455
		%		%
Variation des ventes	12 795	11,6	40 479	9,1
Impact de la conversion du dollar canadien	(5 707)	(5,2)	(8 431)	(1,8)
Nombre de jours de facturation	-	-	2 352	0,5
Acquisitions et autres	(5 470)	(4,9)	(17 156)	(3,9)
Croissance organique	1 618	1,5	17 244	3,9

QUATRIÈME TRIMESTRE

La croissance des ventes de ce secteur a augmenté de 11,6 %, comparativement au trimestre correspondant de 2016, stimulée par les récentes acquisitions d'entreprises, la force du dollar canadien ainsi que par la croissance organique de 1,5 % (5,9 % excluant la perte d'un membre indépendant plus tôt cette année).

Cette performance est en grande partie attribuable aux initiatives des magasins corporatifs, comprenant le programme de pièces automobiles BUMPER TO BUMPER et la marque FINISHMASTER au Canada.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La croissance des ventes de ce secteur a augmenté de 9,1 %, comparativement à la période correspondante de 2016, et est principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

La performance des ventes des Produits automobiles Canada est reliée autant à ses centres de distribution qu'à ses magasins corporatifs, et ce, malgré la perte d'un membre indépendant au début de l'exercice, qui représente 4,0 %

BAIIA

	Quatrième trimestre			Période de douze mois		
	2017	2016	%	2017	2016	%
BAIIA	6 286	5 513	14,0	31 214	26 611	17,3
Marge du BAIIA	5,1 %	5,0 %		6,4 %	6,0 %	

QUATRIÈME TRIMESTRE

L'augmentation de 10 points de base de la marge du BAIIA, comparativement au trimestre correspondant de 2016, est principalement attribuable à :

- des conditions d'achats optimisées découlant de l'augmentation du volume ;
- un incitatif à la suite d'un changement de gamme de produits ; et
- une diminution des dépenses en technologies de l'information.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par des investissements en cours afin de supporter les initiatives des magasins corporatifs, incluant la stratégie de marque (BUMPER TO BUMPER® – VOS EXPERTS EN PIÈCES D'AUTOS) ainsi que des indemnités de départ relatives à l'initiative 20/20

L'intégration des magasins corporatifs au Canada, incluant la stratégie de marque, les processus ainsi que l'implantation d'un nouveau système de point de ventes (POS), progresse au rythme attendu. Une fois complétées, ces activités devraient générer des synergies additionnelles et une plus grande efficacité. Les futures acquisitions d'entreprises et ouvertures de magasins devraient agir comme effet de levier et maximiser cette solide fondation.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

L'augmentation de 40 points de base de la marge du BAIIA, comparativement à la période correspondante de 2016, est principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre ainsi qu'à une performance améliorée du programme de peinture, de carrosserie et d'équipements (PBE).

La période a aussi été affectée par une augmentation de la rémunération basée sur la performance, en corrélation avec les résultats de ce secteur.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – PARTS ALLIANCE ROYAUME-UNI

(Résultat d'exploitation depuis l'acquisition le 7 août 2017.)

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
Ventes	92 999	-	148 699	-
BAIIA	3 708	-	6 007	-
<i>Marge du BAIIA</i>	4,0 %	s.o.	4,0 %	s.o.

La croissance de Parts Alliance Royaume-Uni provient des acquisitions d'entreprises ainsi que de l'ouverture de nouveaux magasins. À la fin de cette période, ce secteur exploitait 171 magasins, incluant sa récente acquisition, en septembre, ainsi que l'ouverture de deux magasins en octobre. Son modèle de magasins corporatifs génère une marge brute plus élevée que les autres secteurs de la Société, mais requiert aussi un niveau plus élevé d'avantages du personnel et de dépenses d'exploitation. Les ventes sont légèrement saisonnières, notamment en raison des vacances et des jours fériés, les deux mois les plus faibles étant août et décembre. Cette saisonnalité, associée à une augmentation de salaire, au cours de la saison estivale, ainsi qu'à des indemnités de départ relatives à l'initiative 20/20, expliquent en partie la marge du BAIIA rapportée pour les deux périodes. Parts Alliance Royaume-Uni est en processus d'intégration des activités des magasins acquis afin d'en maximiser leur contribution.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – CORPORATIF ET AUTRES

	Quatrième trimestre			Période de douze mois		
	2017	2016	%	2017	2016	%
BAIIA	(3 743)	(2 629)		(17 814)	(13 156)	
Frais de restructuration et autres	-	(746)		(523)	(746)	
Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance	2 130	-		7 303	-	
Passifs additionnels relatifs à la vente des actifs nets ⁽¹⁾	-	1 526		-	1 526	
BAIIA ajusté	(1 613)	(1 849)	12,8	(11 034)	(12 376)	10,8

⁽¹⁾ Ces passifs sont relatifs aux réclamations d'assurances additionnelles d'anciens employés de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc. vendus le 1er juin 2015, pour lesquels la Société demeure responsable après la disposition.

QUATRIÈME TRIMESTRE

La variation positive, comparativement au trimestre correspondant de 2016, est principalement expliquée par :

- une diminution de la rémunération basée sur la performance en lien avec les résultats de la période; et
- des économies en technologies de l'information, un résultat des récentes négociations avec les fournisseurs et de l'internalisation des serveurs.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une augmentation des frais professionnels, engagés dans le cadre normal des activités.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La variation positive, comparativement à la période correspondante de 2016, s'explique principalement par les mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

FLUX DE TRÉSORERIE

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	45 471	54 538	124 005	133 701

QUATRIÈME TRIMESTRE

Les activités d'exploitation ont généré moins d'entrées de flux de trésorerie comparativement au trimestre correspondant de 2016, ce qui s'explique principalement par :

- une diminution des activités dans le programme de financement des comptes fournisseurs au cours du trimestre de 2017 ; et
- une hausse des paiements d'intérêts relatifs à l'augmentation de la dette moyenne en 2017 comparativement à 2016.

Ces facteurs ont été partiellement compensés par une augmentation des débiteurs au cours du trimestre de 2017 relativement à la croissance des ventes.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

Les activités d'exploitation ont généré moins d'entrées de flux de trésorerie comparativement à la période correspondante de 2016, ce qui s'explique par les mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre ainsi que par :

- des paiements d'impôt plus élevés ont été requis en 2017, alors que des pertes fiscales différées avaient été recouvertes en 2016; et
- des frais d'acquisition relatifs à Parts Alliance en 2017.

Ces facteurs ont été partiellement compensés par une amélioration du résultat d'exploitation en 2017, provenant de la contribution des acquisitions d'entreprises, notamment Parts Alliance.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(19 370)	(27 457)	(401 958)	(208 345)

QUATRIÈME TRIMESTRE

La variation relative aux sorties de flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, comparativement au trimestre correspondant de 2016, est principalement liée à la taille et au nombre des acquisitions d'entreprises.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La variation dans les sorties de flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, comparativement à la période correspondante de 2016, est principalement liée, comme pour le trimestre, à la taille et au nombre des acquisitions d'entreprises, dont celle de Parts Alliance, représentant à elle seule 263 603 \$.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(54 782)	(25 464)	285 677	5 370

QUATRIÈME TRIMESTRE

La variation relative aux sorties de flux de trésorerie liées aux activités de financement s'explique principalement par différentes activités liées aux acquisitions d'entreprises combinées avec une disponibilité de trésorerie permettant un plus grand remboursement de la dette.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La variation s'explique principalement par l'acquisition de Parts Alliance, requérant une utilisation plus élevée de la facilité de crédit en 2017, de même que par les autres acquisitions d'entreprises.

En 2016, les flux de trésorerie avaient été affectés par les rachats d'actions.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	45,471	54 538	124 005	133 701
Variation des éléments de fonds de roulement	(23 234)	(28 522)	(14 583)	(16 778)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	22 237	26 016	109 422	116 923
Différence entre la somme versée relativement aux avantages postérieurs à l'emploi et la dépense de la période	(5 224)	(4 790)	(13 658)	(9 755)
	(147)	(64)	(104)	(75)
Flux de trésorerie disponibles	16 866	21 162	95 660	107 093

QUATRIÈME TRIMESTRE

La diminution des flux de trésorerie disponibles est principalement expliquée par une hausse des paiements d'intérêts reliée à l'augmentation du niveau de la dette moyenne en 2017 comparativement à 2016, en grande partie, le résultat des récentes acquisitions d'entreprises.

PÉRIODE DE DOUZE MOIS

La variation s'explique principalement par des débours plus importants en 2017 pour les intérêts, l'impôt et les frais de transactions relatifs à l'acquisition de Parts Alliance ainsi que pour les investissements en immobilisations corporelles.

Ces facteurs ont été partiellement compensés par une amélioration du résultat d'exploitation en 2017 entraînée par les acquisitions d'entreprises.

FINANCEMENT

SOURCES DE FINANCEMENT

La Société diversifie ses sources de financement afin de bien gérer et d'atténuer son risque de liquidité.

FACILITÉS DE CRÉDIT

La Société a conclu, le 25 juillet 2017, la modification et la mise à jour de la convention de crédit existante. Pour répondre à ses besoins de trésorerie, la Société dispose maintenant d'une facilité de crédit rotatif à long terme non garantie de 525 000 \$, ce qui représente une hausse de 125 000 \$ et d'une facilité de lettre de crédit de 20 000 \$, les deux échéant le 30 juin 2021, ainsi que d'une nouvelle facilité de crédit à terme non garantie de 100 000 \$ échéant par tranche au plus tard le 30 juin 2020.

Au 31 décembre 2017, un montant de 193 000 \$ était disponible (274 000 \$ au 31 décembre 2016). *(Pour plus de renseignements, voir la note 18 aux états financiers consolidés.)*

PROGRAMME DE FINANCEMENT DES COMPTES FOURNISSEURS

La Société bénéficie d'un programme de financement de ses comptes fournisseurs. Selon ce programme, les institutions financières font des paiements accélérés escomptés aux fournisseurs et la Société, de son côté, effectue le paiement complet aux institutions financières, en fonction des modalités de paiement prolongées conclues avec les fournisseurs.

Au 31 décembre 2017, Uni-Sélect a bénéficié de modalités de paiement prolongées additionnelles sur ces crédateurs pour un montant de 166 344 \$ et a utilisé un montant de 229 468 \$ de son programme (113 509 \$ et 188 229 \$ respectivement au 31 décembre 2016). La limite autorisée par les institutions financières est de 267 500 \$, laquelle a été haussée de 45 000 \$ à la suite d'un amendement le 1er avril 2017. Ces montants sont présentés dans les « crédateurs et charges à payer » aux états consolidés résumés de la situation financière. Ce programme est disponible sur demande de la Société et peut être modifié par l'une ou l'autre des parties.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie – couverture du risque de taux d'intérêt

En 2017, la Société a conclu divers contrats de swaps afin de couvrir les flux d'intérêt variables relatifs à une portion de la facilité de crédit rotatif et de la facilité de crédit à terme de la Société et ce, pour un montant nominal initial de 80 000 \$ pour les swaps de taux d'intérêt libellés en dollars américains, et de 70 000 £ pour les swaps de taux d'intérêt libellés en livres sterling. Les swaps de taux d'intérêt fixent, jusqu'à leur échéance respective, les charges d'intérêt entre 1,745 % et 1,760 % pour les swaps de taux d'intérêt libellés en dollars américains, et à 0,955 % pour les swaps de taux d'intérêt libellés en livres sterling.

BESOINS DE LIQUIDITÉS

À l'aide des différents outils de financement cités précédemment, combinés à sa capacité de générer des flux de trésorerie, la Société est en mesure de combler tant ses besoins d'exploitation que contractuels et de soutenir ses différentes initiatives stratégiques.

BESOINS D'EXPLOITATION

Les différents besoins d'exploitation auxquels la Société fera face en 2018 se résument ainsi :

- l'achat de divers actifs pour environ 28 000 \$ notamment pour :
 - le renouvellement d'une partie de la flotte de véhicules par le biais de contrats de location-financement et d'achats;
 - l'équipement informatique et les logiciels incluant le système POS pour les magasins canadiens;
 - la modernisation des magasins incluant les équipements d'entrepôt et le rayonnage;
 - la stratégie de marque des magasins dans le secteur Produits automobiles Canada; et
 - l'ouverture de nouveaux magasins.
- le paiement de dividendes.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Contrats de location-exploitation

La Société s'est engagée dans des contrats de location à long terme échéant à différentes dates jusqu'en 2029 pour la location de bâtiments et de véhicules et pour des équipements et des services informatiques. Certains de ces contrats comportent des options de renouvellement pour des périodes additionnelles de un à cinq ans dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis.

Contrats de location-financement

La Société procède par voie de location-financement pour renouveler sa flotte de véhicules de livraison. Les termes varient entre 36 et 84 mois selon les contrats. Au 31 décembre 2017, la valeur comptable des actifs loués qui sont présentés sous la rubrique « équipement automobile » avec les « immobilisations corporelles » est de 19 141 \$ (9 672 \$ au 31 décembre 2016).

Le tableau qui suit présente les différentes obligations contractuelles exigibles par période :

	2018	2019	2020	2021	2022	Par la suite
Dette à long terme ^{(1) (2)}	25 004	50 004	25 004	331 871	-	-
Contrats de location-exploitation	30 384	25 645	20 623	14 469	9 339	17 089
Contrats de location-financement ⁽³⁾	11 992	3 250	2 480	1 615	608	17
Total	67 380	78 899	48 107	347 955	9 947	17 106

⁽¹⁾ Inclut la facilité de crédit.

⁽²⁾ Ne comprennent pas les obligations liées aux intérêts sur la dette.

⁽³⁾ Comprennent les obligations liées aux intérêts sur les contrats de location-financement.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

La Société contribue à la fois à des régimes de retraite à prestations définies et à des régimes de retraite à cotisations définies.

Les régimes de retraite à prestations définies incluent un régime de retraite enregistré de base, un régime de retraite enregistré pour la haute direction et un régime de retraite non enregistré additionnel pour certains des membres de la haute direction. Les prestations liées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les deux régimes de retraite enregistrés sont capitalisés par la Société et par les participants du régime. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont fondées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société.

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la Société prévoit faire des contributions approximatives de 2 032 \$ pour ses régimes à prestations définies. (Pour plus de renseignements, voir la note 17 aux états financiers consolidés.)

Transactions hors bilan – garanties

En vertu des conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients. De l'avis de la Direction et basé sur l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis et que des pertes soient prises en charge en vertu de cette obligation puisque la valeur des actifs détenus en garantie est nettement supérieure aux obligations financières de la Société. (Pour plus de renseignements, voir la note 23 aux états financiers consolidés.)

Selon les termes de sa facilité de crédit, la Société a émis des lettres de crédit de 8 137 \$ au 31 décembre 2017 (10 267 \$ au 31 décembre 2016). (Pour plus de renseignements, voir la note 18 aux états financiers consolidés.)

STRUCTURE DE CAPITAL

La stratégie de gestion de capital de la Société permet d'optimiser la structure de capital afin de pouvoir profiter des occasions stratégiques qui se présentent tout en minimisant les coûts y afférents et en maximisant le rendement pour les actionnaires. La Société adapte la gestion du capital en fonction de la variation de la conjoncture économique et des risques liés aux actifs sous-jacents.

LIGNES DIRECTRICES ET POLITIQUES DE FINANCEMENT À LONG TERME

Guidée par une philosophie de maintenir sa base d'actifs à son minimum tout en maximisant l'utilisation de celle-ci, la Société surveille les ratios suivants afin de maintenir une flexibilité dans la structure du capital :

- un ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres;
- un ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres;
- un ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté;
- un rendement ajusté du total des capitaux propres moyens; et
- un ratio de distribution de dividendes du résultat ajusté converti en dollars canadiens de l'exercice précédent.

	31 décembre	
	2017	2016
Composantes des ratios d'endettement :		
Dette à long terme	448 581	134 298
Endettement total net	417 909	111 973
Total des capitaux propres	517 977	472 362
Ratios d'endettement ⁽¹⁾ :		
<i>Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres</i>	44,7 %	19,2 %
<i>Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres</i>	86,6 %	28,4 %
<i>Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté</i>	3,56	1,04
<i>Rendement du total des capitaux propres moyens</i>	9,0 %	12,8 %
<i>Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens</i>	10,8 %	12,9 %
<i>Ratio de distribution de dividendes</i>	19,3 %	19,4 %

⁽¹⁾ Ces ratios ne représentent pas les calculs exigés pour le respect des engagements bancaires, mais ceux que la Société juge pertinent de surveiller afin de s'assurer de la flexibilité de sa structure de capital. Cependant, jusqu'à ce que les activités du secteur Parts Alliance Royaume-Uni soient consolidées pour une période de douze mois, la Société surveille également le ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté, incluant l'annualisation des activités relatives à cette transaction, lequel ratio était de 3,04 au 31 décembre 2017.

La Direction gère de façon constante les éléments de son fonds de roulement afin d'améliorer le cycle de conversion de la trésorerie, en particulier, en optimisant le niveau de stocks de tous ses secteurs d'activités.

La variation du ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres ainsi que la variation du ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres sont attribuables à l'augmentation de la dette, utilisée pour supporter la stratégie de croissance par acquisitions d'entreprises. L'acquisition de Parts Alliance, au coût de 263 603 \$, représente la plus importante utilisation de la facilité de crédit. Cette augmentation de la dette a été partiellement compensée par une augmentation du total des capitaux propres liée au résultat net de la période.

La variation du ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté résulte de l'augmentation de la dette, principalement relative à l'acquisition de Parts Alliance, en partie compensée par un BAIIA en croissance. Les acquisitions d'entreprises impactent ce ratio puisqu'elles sont entièrement financées par la dette.

La variation du rendement ajusté du total des capitaux propres moyens est principalement expliquée par une augmentation du total des capitaux propres moyens liée au résultat net des douze derniers mois, affecté dernièrement par l'amortissement des immobilisations incorporelles et les charges financières relatifs aux acquisitions d'entreprises.

CLAUSES BANCAIRES RESTRICTIVES

Aux fins de conformité, la Société effectue un suivi régulier des exigences de son crédit bancaire afin de s'assurer qu'elles sont respectées. Aux 31 décembre 2017 et 2016, la Société respectait toutes les exigences requises.

DIVIDENDES

Les dividendes déclarés en 2017 se chiffrent à 0,3625 \$CAN par action comparativement à 0,335 \$CAN en 2016, soit une croissance de 8,2 %.

Le 19 février 2018, la Société a déclaré le premier dividende trimestriel de 2018 de 0,0925 \$CAN par action, qui sera payé le 17 avril 2018 aux actionnaires inscrits le 31 mars 2018.

Les dividendes sont approuvés par le Conseil d'administration, lequel fonde sa décision sur les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie et autres facteurs pertinents. Il n'y a aucune garantie que des dividendes soient déclarés dans le futur.

Ces dividendes sont admissibles aux fins d'impôt.

INFORMATION SUR LE CAPITAL-ACTIONS

(en milliers d'actions)	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2017	2016	2017	2016
Nombre d'actions émises et en circulation	42 274	42 214	42 274	42 214
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	42 274	42 219	42 261	42 435

Au 31 janvier 2018, 42 273 812 actions de la Société sont en circulation.

Rachat et annulation d'actions

Il n'y a pas eu de rachat d'action ordinaire au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, 1 027 390 actions ordinaires ont été rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions annoncée en août 2015 et renouvelé en août 2016 pour une contrepartie en espèces de 22 043 \$ incluant une prime au rachat et annulation d'actions de 20 013 \$ appliquée en réduction des bénéfices non répartis.

Émission d'actions ordinaires

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a émis 59 634 actions ordinaires (105 810 en 2016) à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 661 \$ (1 090 \$ en 2016). Le prix d'exercice moyen pondéré des options d'achats d'actions était de 14,80 \$CAN pour la période (13,34 \$CAN en 2016).

RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires réglé en équité et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'actions différées ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

Régime d'options d'achat d'actions ordinaires à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, 573 215 options ont été octroyées aux employés-cadres et aux membres de la Direction de la Société (126 960 pour 2016), pour un prix d'exercice moyen de 29,02 \$CAN (33,94 \$CAN en 2016). Au cours de l'exercice, 59 634 options ont été exercées (105 810 en 2016) et aucune option n'a été annulée ni n'a expiré (aucune en 2016).

Au 31 décembre 2017, des options octroyées pour l'émission de 906 359 actions ordinaires (392 778 au 31 décembre 2016) sont en circulation dans le cadre du régime d'options de la Société et 1 237 819 actions ordinaires (1 811 034 au 31 décembre 2016) sont réservées pour des options additionnelles dans le cadre du régime d'options.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, une charge de rémunération de 924 \$ (672 \$ en 2016) a été comptabilisée dans le résultat net avec la contrepartie comptabilisée au « surplus d'apports ».

Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a octroyé 36 572 UAD (45 149 UAD pour 2016) et a racheté 25 491 UAD (84 323 UAD en 2016). Une charge de rémunération de 673 \$ (488 \$ en 2016) a été comptabilisée au cours de l'exercice et 153 337 UAD sont en circulation au 31 décembre 2017 (142 256 UAD au 31 décembre 2016). Au 31 décembre 2017, le passif de rémunération s'élève à 3 482 \$ (3 141 \$ au 31 décembre 2016) et la juste valeur des instruments financiers dérivés correspond à un passif de 352 \$ (passif de 182 \$ au 31 décembre 2016).

Régime d'unités d'actions liées à la performance (« UAP »)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a octroyé 127 950 UAP (76 282 UAP en 2016) et a racheté 70 991 UAP (98 684 UAP en 2016). Une charge de rémunération de 1 809 \$ (3 583 \$ en 2016) a été comptabilisée au cours de l'exercice, et 272 995 UAP sont en circulation au 31 décembre 2017 (216 036 UAP au 31 décembre 2016). Au 31 décembre 2017, le passif de rémunération s'élève à 4 945 \$ (4 959 \$ au 31 décembre 2016) et la juste valeur des instruments financiers dérivés correspond à un passif de 356 \$ (passif de 205 \$ au 31 décembre 2016).

SITUATION FINANCIÈRE

Au cours de la période, la situation financière a été affectée par les acquisitions d'entreprises ainsi que par l'impact de la conversion du dollar canadien et de la livre sterling en dollar américain comparativement au 31 décembre 2016.

Le tableau suivant présente une analyse de postes sélectionnés provenant des états consolidés résumés de la situation financière :

	31 déc. 2017	31 déc. 2016	Impact des acquisitions d'entreprises	Impact de la conversion \$CAN/\$US et £/\$US	Écart nets
Court terme					
Débiteurs et autres recevables	227 167	149 268	74 082	7 654	(3 837)
Impôt sur le résultat à recevoir, net	12 448	16 751	(974)	11	(3 340)
Stocks	458 354	330 808	104 653	9 944	12 949
Créditeurs et charges à payer	436 726	314 505	86 797	15 526	19 898
Long terme					
Immobilisations corporelles	78 644	41 982	27 847	2 283	6 532
Immobilisations incorporelles	231 365	101 158	138 451	4 581	(12 825)
Goodwill	372 119	243 807	121 213	7 099	-
Dette à long terme (incluant la portion court terme)	448 581	134 298	377 985	2 462	(66 164)
Passifs d'impôt différé, net	5 931	(18 358)	13 827	(254)	10 716

Explications des écarts nets :

Débiteurs et autres recevables : La diminution est principalement relative au secteur Parts Alliance Royaume-Uni, qui génère des ventes typiquement plus faibles en décembre.

Impôt sur le résultat à recevoir, net : La diminution est principalement expliquée par l'encaissement de l'impôt sur le résultat à recevoir, net des versements requis en 2017, et du résultat imposable de la période.

Stocks : L'augmentation est principalement relative à la croissance du secteur Produits automobiles Canada qui investit à travers son réseau de magasins.

Créditeurs et charges à payer : L'augmentation est principalement attribuable à l'optimisation constante du programme de financement des comptes fournisseurs.

Immobilisations corporelles : Les investissements ont été faits pour le renouvellement d'une partie de la flotte de véhicules et du matériel informatique, pour la modernisation de certains magasins ainsi que pour le déploiement de la nouvelle stratégie de marque des magasins dans le secteur Produits automobiles Canada.

Immobilisations incorporelles : La diminution est principalement expliquée par l'amortissement des immobilisations incorporelles provenant des acquisitions d'entreprises, partiellement contrebalancée par des investissements en logiciels, incluant le système POS dans le secteur Produits automobiles Canada.

Dette à long terme : Les résultats des activités d'exploitation de l'exercice ont permis le remboursement.

Passif d'impôt différé, net : La variation est principalement attribuable au résultat avant impôts sur le résultat de 2017, qui a permis le recouvrement de pertes fiscales reportées autres qu'en capital.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, les actions ordinaires de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (exécutif et non exécutif) et les membres du Comité de direction. Pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, la rémunération aux principaux dirigeants est présentée comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2017	2016
Salaires et avantages à court terme du personnel	4 786	3 480
Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions au régime à prestations définies)	274	244
Avantages fondés sur des actions	2 308	3 016
Total de la rémunération	7 368	6 740

Il n'y a pas eu d'autres opérations entre parties liées avec les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

GESTION DES RISQUES

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques qui pourraient avoir un impact significatif sur ses activités commerciales, ses résultats d'exploitation, ses flux de trésorerie et sa situation financière. La Société maintient à jour un système d'analyse et de contrôle des risques d'exploitation, stratégiques et financiers afin de gérer de façon continue de nombreuses activités dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux mentionnés ci-dessous.

RISQUES LIÉS À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Conjoncture économique

La conjoncture économique a une incidence modérée sur les ventes de produits destinés au marché secondaire de l'automobile, de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes et sur l'exploitation de la Société. En effet, bien qu'elle en soit en partie tributaire, le marché secondaire de l'automobile est beaucoup moins affecté par une situation économique difficile que peut l'être celle de la vente de véhicules neufs, puisque la décision d'effectuer une réparation à un véhicule est moins discrétionnaire et moins onéreuse que celle d'acheter un nouveau véhicule.

Changements d'ordre législatif, réglementaire ou politique

Certains développements politiques, survenus au cours de l'année précédente, tels que l'élection présidentielle aux États-Unis et la décision du Royaume-Uni d'être exclus de l'union économique européenne, ont engendré un niveau d'incertitude plus élevé pour les sociétés multinationales. Ces développements peuvent mener à des décisions en matière de politiques commerciales qui pourraient affecter l'environnement du commerce international. Les activités de l'entreprise sont mondiales et des changements aux accords existants en matière de commerce international, l'interdiction de transiger avec l'étranger ou l'imposition de tarifs douaniers sur les biens étrangers pourraient mener à des baisses de ventes et/ou à une hausse tarifaire. De telles modifications pourraient avoir une incidence néfaste sur l'entreprise, les résultats d'activités, la situation financière et les flux de trésorerie des exercices à venir de la Société.

Inflation

En ce qui a trait à l'inflation, la Direction estime qu'elle a un impact négligeable sur les résultats financiers de la Société, étant donné que la grande majorité des augmentations de prix des marchandises imposées par les manufacturiers est transmise aux consommateurs. Cependant, une inflation faible ou une déflation de la valeur des produits destinés au marché secondaire de l'automobile, de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes peuvent avoir une incidence négative sur la rentabilité de ses centres de distribution. Afin de réduire le risque de déflation de la valeur des pièces en stock, la Société a des ententes de compensation avec la majorité de ses fournisseurs.

Distance parcourue

Il existe un lien direct entre le taux de chômage, le prix du carburant et la distance parcourue, de même qu'il a un lien direct entre la distance parcourue et le taux d'usure et de réparation des véhicules. Le prix du carburant a également un effet sur les coûts de livraison de la Société.

RISQUES LIÉS AU CONTEXTE COMMERCIAL

Croissance du parc automobile

La multiplication des modèles de véhicules au cours des dernières années et leur durée de vie plus longue entraînent une prolifération de pièces du marché secondaire, ce qui impose des contraintes financières aux distributeurs et aux grossistes qui doivent maintenir un plus large éventail de pièces pour assurer une disponibilité adéquate. Ce facteur est en partie atténué par le fait que les manufacturiers intègrent aux véhicules un contenu technologique de plus en plus sophistiqué, faisant en sorte que chaque pièce remplit davantage de rôles et est plus dispendieuse à réparer, favorisant l'industrie des pièces du marché secondaire de l'automobile.

L'accroissement du nombre de véhicules de marques étrangères dans le parc nord-américain est également à l'origine de la multiplication des modèles et de la prolifération des pièces du marché secondaire. Cette situation, conjuguée à la complexité technologique, aux véhicules électriques et au contenu électronique plus important dans les véhicules, favorise les concessionnaires automobiles lorsque les consommateurs font le choix d'un fournisseur de services pour l'entretien de leur véhicule. En contrepartie, toute rationalisation au chapitre des concessionnaires automobiles pourrait entraîner un déplacement de l'entretien et des réparations vers le réseau du marché secondaire.

Approvisionnement de produits et gestion de stocks

Uni-Sélect distribue en premier lieu des pièces et des produits de manufacturiers nord-américains reconnus et bien établis. Ces manufacturiers assument en général la responsabilité pouvant découler des produits défectueux, mal conçus ou non conformes à l'usage auquel ils sont destinés.

Uni-Sélect importe directement, dans une moindre mesure, divers produits et pièces de sources étrangères; en ce qui concerne ces pièces, le recouvrement de la trésorerie d'un éventuel recours contre un fournisseur ou un manufacturier est incertaine. La Société bénéficie d'assurance responsabilité. De plus, la logistique du transport entre le pays d'origine et les marchés desservis augmente les risques de rupture de stock.

La nature commerciale de la Société requiert la gestion d'un niveau adéquat de stocks et la capacité de répondre aux demandes spécifiques de livraison. La gestion de l'approvisionnement est un élément important pour la gestion appropriée de stocks et dans la plupart de nos ententes d'approvisionnement des pièces automobiles, la Société a des privilèges de retour qui atténuent les risques associés avec la désuétude de stocks.

Afin de s'assurer d'un approvisionnement continu de ses produits, la Société passe en revue les résultats financiers de ses principaux fournisseurs et revoit régulièrement la diversification de ses sources d'approvisionnement.

Distribution directe aux clients par le manufacturier

La distribution de peinture dépend de l'approvisionnement des produits de la Société par un certain nombre restreint de manufacturiers importants. Dans le futur, certains de ces manufacturiers pourraient décider de distribuer leurs produits directement aux clients ou via d'autres distributeurs sans passer par les services de distribution de la Société. Cette décision pourrait créer un effet négatif sur la rentabilité de la Société dépendamment de l'importance du manufacturier dans la chaîne d'approvisionnement et de la disponibilité de sources alternatives d'approvisionnement. Afin d'atténuer ces risques, la Société maintient des relations d'affaires harmonieuses avec les manufacturiers importants de peinture, fournit une distribution efficace et offre des programmes de loyauté à ses clients de carrosserie, ce qui crée de la valeur dans la chaîne d'approvisionnement.

Technologie

Le développement technologique continu des dernières années impose aux distributeurs et aux grossistes d'offrir un perfectionnement continu à leur personnel et à leurs clients, ainsi que l'accès à de nouveaux outils de diagnostic. Uni-Sélect gère l'impact potentiel de ces tendances par l'ampleur et la qualité des programmes de formation et de support qu'elle offre aux grossistes indépendants, à leur personnel et à leurs clients. Elle offre à ses clients un accès à des technologies performantes et modernes en matière de gestion des données, gestion d'entrepôts et de télécommunication.

Des dispositifs de sécurité tels que des systèmes d'évitement de collisions, des véhicules sans conducteur ou d'autres améliorations de sécurité ainsi que l'influence des compagnies d'assurance peuvent réduire la demande de peinture et produits connexes de la Société et peuvent avoir un impact sur les activités et les résultats financiers.

Risques environnementaux

L'activité de distribution de peinture et de certaines pièces automobiles comporte certains risques environnementaux. L'endommagement ou la destruction des entrepôts, spécialisés dans l'entreposage de ces produits, notamment par un incendie, entraînant un rejet ou un déversement de peinture ou de matériaux dangereux pourrait avoir des conséquences environnementales par la contamination des sols ou la pollution de l'air, entre autres. Ces entrepôts spécialisés sont bien pourvus d'équipement visant à réduire ces risques, notamment de systèmes de gicleurs de pointe et de bassins de rétention en cas de déversement accidentel.

Risques légaux et fiscaux

La Société peut être exposée à des réclamations, des disputes et des poursuites judiciaires découlant du cours normal des activités, qui peuvent avoir un impact négatif et matériel sur les résultats et la situation financière. La Société est soumise à différentes réglementations et administrations fiscales. Les changements de réglementations fiscales peuvent avoir un impact négatif et matériel sur les résultats et la situation financière de la Société. Afin d'atténuer ces risques, la Société utilise les services de cabinets d'experts.

RISQUES LIÉS AU CONTEXTE D'EXPLOITATION

Risques liés au modèle d'affaires et à la stratégie de Uni-Sélect

Dans le marché secondaire de l'automobile, le modèle d'affaires de Uni-Sélect est de desservir les grossistes indépendants et les installateurs indépendants à travers de son réseau d'entrepôts et de magasins corporatifs. Ceci impose à la Société des exigences particulières afin de s'assurer la loyauté et la pérennité de ses grossistes. C'est pourquoi l'approche fondamentale de la Société est de favoriser la croissance, la compétitivité et la rentabilité de ses grossistes indépendants au moyen d'une solution d'affaires globale incluant de bonnes conditions d'achats, une gestion proactive de la sélection de produits, des services de distribution d'une grande efficacité, des programmes marketing novateurs et une série de services de support, en formation et en financement, entre autres.

D'autre part, face au vieillissement des propriétaires de magasins du marché secondaire de pièces, Uni-Sélect a aussi mis en place des programmes de succession permettant aux grossistes indépendants désireux de prendre leur retraite de vendre leur commerce à un membre de leur famille ou à un employé. Comme alternative, Uni-Sélect peut décider de racheter le commerce de ses grossistes indépendants afin de protéger et de grossir son réseau de distribution, selon sa stratégie corporative.

Intégration des entreprises acquises

La stratégie de croissance par acquisition de la Société comporte sa part de risques. Le succès des acquisitions de la Société dépend de sa capacité à intégrer et à cristalliser les synergies afin de consolider efficacement les activités des entreprises acquises à ses activités existantes. Uni-Sélect a développé une expertise à ce chapitre, ayant mené à bien l'acquisition et l'intégration de plusieurs entreprises au cours des dernières années. Pour limiter son risque, la Société a adopté une stratégie d'acquisition ciblée et sélective, applique des procédures de vérification diligente sévères et conçoit des plans d'intégration détaillés. Finalement, Uni-Sélect dispose d'une équipe multidisciplinaire afin de bien évaluer et gérer les risques particuliers des marchés où elle s'implante.

Concurrence

L'industrie du marché secondaire de l'automobile dans laquelle la Société évolue est hautement compétitive. La disponibilité des pièces, le prix, la qualité et le service à la clientèle sont des facteurs très importants. Uni-Sélect a des concurrents principalement dans le segment commercial (DIFM) de cette industrie contre, entre autres, des chaînes de détaillants nationales, des distributeurs et grossistes indépendants ainsi que des fournisseurs internet. La concurrence varie d'un marché à l'autre et certains compétiteurs peuvent posséder des avantages supérieurs à Uni-Sélect qui pourraient entraîner, entre autres, une réduction de prix de vente et une augmentation des dépenses marketing et promotionnelles occasionnant ainsi une baisse de la rentabilité de la Société. Afin de réduire ce risque, la Société revoit régulièrement son offre de produits et service de façon à répondre le plus adéquatement possible aux besoins de sa clientèle. De plus, la prolifération des pièces constitue en soi une barrière à l'entrée dans le marché de nouveaux compétiteurs.

Les systèmes d'exploitation et systèmes financiers

La Société dépend largement de ses systèmes informatiques ainsi que de ceux de ses partenaires d'affaires afin de gérer les stocks, d'effectuer les processus transactionnels ainsi que pour rapporter les résultats. Ces systèmes sont sujets aux dommages et aux interruptions dus aux pannes électriques, aux défaillances des télécommunications, aux virus informatiques, aux bris de sécurité ainsi qu'aux forces majeures. Advenant que ses systèmes informatiques ou ceux de ses partenaires d'affaires soient dans l'incapacité de fonctionner adéquatement, la Société pourrait subir des pertes de données critiques et des interruptions ou des délais dans sa capacité à gérer ses stocks et à mener à bien ses processus transactionnels, ce qui pourrait avoir un impact sur les revenus et les résultats d'exploitation. Pour atténuer ce risque, la Société est supportée par des cabinets d'experts pour prévenir l'intrusion et la perte de données de ses applications. Cela inclut des pare-feu robustes, des procédures de sauvegarde, des circuits doubles de télécommunication, de la redondance matérielle et de l'hébergement de serveurs dans des sites spécialisés.

Ressources humaines

Durant cette période active en changement, Uni-Sélect doit attirer, former et retenir un grand nombre d'employés compétents, tout en contrôlant la masse salariale. Les coûts de main-d'œuvre sont sujets à de nombreux facteurs externes, tels que les taux de rémunération et d'avantages sociaux et la disponibilité de ressources compétentes localement et en temps opportun et par des facteurs internes tels que la renégociation des conventions collectives pour les employés syndiqués. L'incapacité à attirer, former et retenir des employés pourrait avoir une incidence sur la capacité de croissance et la performance financière de la Société. La Société a mis en place plusieurs outils afin d'attirer, de former et de retenir les meilleurs talents dont :

- des guides pour accélérer l'intégration des employés et mesurer l'acquisition de compétences;
- des formations axées dans certains domaines spécifiques, tels que le développement des ventes, le renforcement en matière de connaissance des affaires, l'efficacité des équipes et les communications interpersonnelles;
- l'évaluation annuelle des employés en regard de la performance, du développement et de la succession; et
- les programmes de régimes de retraite et d'avantages sociaux harmonisés, compétitifs et équitables.

RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ait de la difficulté à s'acquitter de ses obligations à temps et à un coût raisonnable. Ce risque est traité dans la section « Financement ».

Risque de crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations. Le risque maximum auquel la Société est exposée correspond à la valeur comptable de sa trésorerie, sa trésorerie détenue en mains tierces, ses débiteurs et autres recevables et ses avances aux membres. Aucun client de la Société ne représente plus de 5 % du solde des débiteurs. Afin de gérer son risque, des limites de crédit précises sont déterminées pour certains comptes et sont révisées régulièrement par la Société.

La Société peut aussi être exposée au risque de crédit provenant de ses contrats de change à terme et de ses contrats de swaps sur actions, qui sont gérés par des institutions financières de renom.

La Société détient des titres des biens personnels et des actifs de certains clients. Ces clients doivent aussi contribuer à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. La solvabilité des clients est examinée régulièrement et des analyses mensuelles sont révisées afin de s'assurer du recouvrement des montants excédant le délai normal de paiement et, le cas échéant, des mesures sont prises afin de limiter le risque de crédit.

La provision pour mauvaises créances et les débiteurs en souffrance sont revus au minimum trimestriellement et une dépréciation est comptabilisée seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les instruments financiers principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. À l'occasion, la Société utilise des contrats à terme afin de limiter l'effet des variations du dollar canadien ou de la livre sterling par rapport au dollar américain et à l'euro sur les flux de trésorerie prévus.

La Société détient certains placements dans des filiales étrangères (États-Unis et Royaume-Uni) dont les actifs nets sont exposés aux écarts de conversion. La Société couvre l'exposition au risque de change lié à ces placements avec les instruments d'emprunt libellés en dollars américains ou en livres sterling

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à taux variables. Afin d'atténuer ces fluctuations, la Société utilise à l'occasion des instruments financiers dérivés, soit des contrats de swap consistant à échanger des taux variables pour des taux fixes. Elle n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ou de spéculation.

(Pour plus de renseignements sur les risques associés aux instruments financiers, voir la note 21 aux états financiers consolidés.)

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

MODIFICATIONS COMPTABLES ADOPTÉES EN 2017

En janvier 2016, l'IASB a amendé l'IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie » qui exige la présentation d'informations additionnelles concernant les variations des passifs découlant des activités de financement, y compris les variations des flux de trésorerie liés aux activités de financement, les variations découlant de l'obtention ou de la perte de contrôle dans des filiales ou d'autres entreprises, l'incidence des variations des taux de change et les variations de la juste valeur. Les informations additionnelles ont été incorporées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Au moment où les états financiers consolidés ont été autorisés, de nouvelles normes, modifications et interprétations de normes existantes ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), mais ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été adoptées par anticipation par la Société.

Les informations sur les nouvelles normes, modifications et interprétations qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société sont détaillées ci-dessous. Certaines autres nouvelles normes et interprétations qui ont été publiées n'auront toutefois aucun effet significatif prévu sur les états financiers consolidés de la Société.

DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR – 1ER JANVIER 2018 AVEC ADOPTION ANTICIPÉE PERMISE

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB et le Financial Accounting Standards Board (« FASB ») ont publié conjointement l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients », une norme harmonisée sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Les dispositions de cette nouvelle norme remplacent les normes actuelles portant sur la comptabilisation des produits, notamment l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et l'IAS 11 « Contrats de construction » et les interprétations connexes. IFRS 15 introduit un modèle unique, fondé sur un principe de 5 étapes à appliquer lors de la comptabilisation de contrats avec des clients.

La Société a complété l'évaluation de l'IFRS 15. Sous les exigences de la nouvelle norme, les transferts de produits avec droit de retour doivent être présentés au montant brut, en comptabilisant distinctement un passif au titre des remboursements futurs et un actif représentant le droit de récupérer les produits transférés. Présentement, les provisions pour retours sont présentées au net. Conséquemment, la Société s'attend à un reclassement entre les « créditeurs et charges à payer » et les « débiteurs et autres recevables » dans l'état consolidé de la situation financière. La Société n'anticipe aucune incidence significative sur l'état consolidé des résultats suite à l'adoption de l'IFRS 15, et prévoit incorporer les nouvelles exigences d'information d'IFRS 15 à ses états financiers consolidés dès son adoption au 1er janvier 2018.

Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version complète et finale de l'IFRS 9 « Instruments financiers », qui remplace la norme actuelle sur les instruments financiers (IAS 39). L'IFRS 9 présente un modèle unique, fondé sur des principes de classement et d'évaluation des actifs financiers qui reflètent la nature de leurs flux de trésorerie ainsi que le modèle économique suivi par ces actifs financiers. La norme présente également des directives sur le risque de crédit propre à une entité liée aux passifs financiers et introduit le modèle de comptabilité de couverture afin de refléter les aspects économiques de la gestion du risque et de son traitement comptable. La norme présente un modèle de dépréciation unique basé sur les pertes prévues plutôt que sur les pertes encourues.

La Société a complété l'évaluation de l'IFRS 9 et ne prévoit pas d'incidence significative sur ses états financiers consolidés. La Société incorporera les nouvelles exigences d'information de l'IFRS 9 dès son adoption le 1er janvier 2018.

DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR – 1ER JANVIER 2019 AVEC ADOPTION ANTICIPÉE PERMISE DANS CERTAINES CIRCONSTANCES

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16 « Contrats de location », qui remplace la norme actuelle sur les contrats de location (IAS 17). IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière consolidée en comptabilisant un droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location à court terme et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur. De plus, IFRS 16 modifie la définition du contrat de location, établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif (notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que de location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles), modifie la comptabilisation des accords de cession-bail et présente de nouvelles exigences d'information.

L'incidence de cette nouvelle norme, incluant les exigences de divulgation et de présentation, est en cours d'évaluation. Lors de l'adoption initiale d'IFRS 16, la Société s'attend à comptabiliser la majeure partie de ses contrats de location simple à même l'état consolidé de la situation financière. La Société prévoit également que le changement touchant la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des charges locatives donnera lieu, au sein de l'état consolidé des résultats, à une diminution de la charge locative ainsi qu'à une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles. La Société n'a pas encore déterminé la méthode de transition qu'elle appliquera ni si elle se prévaudra des exemptions facultatives ou des mesures de simplification prévues par la nouvelle norme.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AU JUGEMENT

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la Direction de la Société a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers consolidés alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptables de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants :

ESTIMATIONS

Regroupement d'entreprises : À la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs assumés à leur juste valeur estimative. La valeur comptabilisée du goodwill est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur du goodwill à la date d'acquisition ou le résultat net des années subséquentes. *(Pour plus de renseignements, voir la note 11 aux états financiers consolidés.)*

Constatations des ventes : Des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, les garanties, les remises sur ventes et les rabais volumes. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Évaluation des stocks : La Société utilise des estimations pour déterminer la valeur de réalisation nette des stocks en considérant la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, des rabais volume et d'autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Provision pour stocks excédentaires ou désuets : La Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans les états consolidés de la situation financière. La Direction doit faire des estimations au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

Immobilisations corporelles et incorporelles : Des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

Dépréciation des actifs non financiers : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la Direction pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des montants recouvrables des actifs et de la juste valeur des unités génératrices de trésoreries (« UGT »). Les tests de dépréciation exigent que la Direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats d'exploitation. Des estimations importantes sont aussi requises dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir une incidence importante sur les actifs comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, aucune perte de valeur ni reprise de pertes antérieures n'a été comptabilisée dans les actifs non courants de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir la note 15 aux états financiers consolidés.)*

Impôts différés : La Société estime ses actifs et passifs d'impôt différé fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers consolidés, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent résulter des écarts importants entre ces estimations et les montants matérialisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi : Des hypothèses et estimations importantes sont requises dans la constatation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La Direction estime ses obligations au titre des prestations définies annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier dû aux incertitudes reliées aux estimations. Les estimations des obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité que la Direction considère comme raisonnables. Elle prend aussi en considération l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires et de l'âge de retraite des employés. Les taux d'actualisation sont déterminés à la fin de chaque exercice en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les avantages seront payés et qui ont des termes se rapprochant des termes des obligations au titre des prestations définies relatives. Des écarts dans les hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur le montant d'obligations au titre de prestations définies de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir la note 17 aux états financiers consolidés.)*

Efficacité de couverture : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la Direction des risques spécifiques à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture, le cas échéant. La comptabilité de couverture est terminée lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir une incidence sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour des fins de spéculation.

Provisions : La Société utilise des estimations concernant les coûts prévus et leurs échéanciers ainsi que la probabilité de réalisation des obligations dans la détermination des montants de provisions. Les provisions sont réexaminées à chaque date de clôture et sont ajustées pour refléter les meilleures estimations. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

JUGEMENTS

Contrats de location : La Société utilise le jugement pour déterminer le classement de ses actifs loués au début du contrat. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

Indice de dépréciation des actifs : La Société établit un jugement important pour déterminer l'existence d'un événement ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à un actif. Le cas échéant, la Société procède à un test de dépréciation de ces UGT afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. Les tests de dépréciation utilisent diverses estimations de la Direction comme décrites à la section précédente.

Comptabilité de couverture : Au début de la relation de couverture, la Société établit, le cas échéant, un jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise.

DONNÉES SUR LE TAUX DE CHANGE

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en vigueur, indiqués en dollars américains, par unité monétaire comparative :

	Exercices clos le 31 décembre		
	2017	2016	2015
Moyenne pour la période (aux fins des états des résultats)			
Dollar canadien	0,77	0,75	0,78
Livre sterling	1,33	-	-
Date de clôture (aux fins des états de la situation financière)			
Dollar canadien	0,80	0,74	0,72
Livre sterling	1,35	-	-

Puisque la Société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation dans ses états financiers consolidés et dans le présent document, à moins d'indication contraire, les résultats des activités canadiennes et britanniques sont convertis en dollar américain au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien et de la livre sterling sont donc liés à la conversion en dollar américain des résultats de ses activités au Canada et au Royaume-Uni et n'ont pas d'incidence économique réelle sur sa performance puisque la plupart de ses revenus et de ses charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de ses résultats à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le Président et chef de la direction et le Chef de la direction financière de la Société sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière, tels que définis par le Règlement 52-109 sur l'Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. Ils sont assistés dans cette responsabilité par le Comité de divulgation, lequel est composé de cadres dirigeants de la Société.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Uni-Sélect a poursuivi son évaluation continue des contrôles et procédures de communication de l'information conformément aux exigences du Règlement 52-109. Au 31 décembre 2017, le Président et chef de la direction et le Chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information sont efficaces.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Uni-Sélect a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2017 conformément aux exigences du Règlement 52-109. Cette évaluation a permis au Président et chef de la direction et au Chef de la direction financière de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers consolidés de Uni-Sélect ont été établis conformément aux IFRS.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, aucun changement important aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière n'a été fait, qui aurait eu une incidence importante ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante sur ces contrôles.

La Direction a limité l'étendue des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière afin d'en exclure les contrôles, politiques et procédures du secteur Parts Alliance Royaume-Uni. Ceci est dû à la taille et à la date à laquelle a eu lieu la transaction, soit le 7 août 2017. La contrainte est principalement due au temps requis afin d'évaluer les contrôles internes à l'égard de l'information financière du secteur Parts Alliance Royaume-Uni et de s'assurer qu'ils sont cohérents avec ceux de Uni-Sélect, tel que permis par le règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, pour une période de 365 jours suivant une acquisition.

Les résultats du secteur Parts Alliance Royaume-Uni depuis la date d'acquisition sont inclus dans les états financiers consolidés de la Société et représentent environ 18,1 % du total des actifs, 10,3 % des ventes consolidées et 2,6 % du résultat net consolidé pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

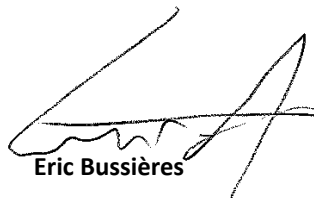
PERSPECTIVES

Une discussion sur les attentes de la Direction, en regard de nos perspectives pour 2018, est incluse dans notre communiqué de presse annonçant les résultats du quatrième trimestre de 2017, sous la section « Perspectives ». Le communiqué de presse est disponible sur le site Internet de SEDAR, à l'adresse sedar.com et sous la section « Investisseurs – Salle de presse » du site Internet de la Société à l'adresse uniselect.com.



Henry Buckley

Président et chef de la direction



Eric Bussièrès

Chef de la direction financière

Approuvé par le Conseil d'administration le 19 février 2018.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de
Uni-Sélect inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Uni-Sélect inc., qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, et les états consolidés des résultats, du résultat global et des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Uni-Sélect inc. au 31 décembre 2017 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux Normes internationales d'information financière.

Autre point

Les états financiers consolidés de Uni-Sélect inc. pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers consolidés une opinion non modifiée en date du 8 février 2017.

(1)

Montréal (Canada)
Le 19 février 2018

⁽¹⁾ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique № A120803

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de \$US, à l'exception des données par action)	Note	Exercice clos le	
		2017	31 décembre 2016
Ventes		1 448 272	1 197 319
Achats, nets de la fluctuation des stocks		983 198	830 717
Marge brute		465 074	366 602
Avantages du personnel		236 684	175 621
Autres dépenses d'exploitation		110 858	84 879
Frais de restructuration et autres	4	(523)	(746)
Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance	5	7 303	-
Résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat		110 752	106 848
Charges financières, montant net	6	14 487	4 484
Amortissement	7	29 647	15 962
Résultat avant impôt sur le résultat		66 618	86 402
Charge d'impôt sur le résultat	8	22 002	28 137
Résultat net		44 616	58 265
Résultat par action	9		
De base		1,06	1,37
Dilué		1,05	1,36
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	9		
De base		42 261	42 435
Dilué		42 430	42 693

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de \$US)	Note	Exercice clos le	
		2017	31 décembre 2016
Résultat net		44 616	58 265
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui seront reclassés ultérieurement au résultat net :			
Portion efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (nette d'impôt de 24 \$)		(70)	-
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie transférée aux résultats (nette d'impôt de 42 \$)		123	-
Gains de change latents sur la conversion des états financiers à la monnaie de présentation		12 685	6 229
Gains de change latents sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des filiales étrangères (nets d'impôt de 36 \$)		242	-
		12 980	6 229
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement au résultat net :			
Réévaluations des obligations au titre des prestations définies à long terme (nettes d'impôt de 613 \$ (745 \$ en 2016))	17	(1 749)	1 940
Total des autres éléments du résultat global		11 231	8 169
Résultat global		55 847	66 434

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

(en milliers de \$US)	Note	Attribuable aux actionnaires				Total des capitaux propres
		Capital- actions	Surplus d'apports	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (note 22)	
Solde au 31 décembre 2015		97 864	3 588	371 997	(36 471)	436 978
Résultat net		-	-	58 265	-	58 265
Autres éléments du résultat global		-	-	1 940	6 229	8 169
Résultat global		-	-	60 205	6 229	66 434
Contributions et distributions aux actionnaires :						
Rachat et annulation d'actions ordinaires	20	(2 030)	-	(20 013)	-	(22 043)
Émission d'actions ordinaires	20	1 090	-	-	-	1 090
Dividendes		-	-	(10 769)	-	(10 769)
Paiements fondés sur des actions	16	-	672	-	-	672
		(940)	672	(30 782)	-	(31 050)
Solde au 31 décembre 2016		96 924	4 260	401 420	(30 242)	472 362
Résultat net		-	-	44 616	-	44 616
Autres éléments du résultat global		-	-	(1 749)	12 980	11 231
Résultat global		-	-	42 867	12 980	55 847
Contributions et distributions aux actionnaires :						
Émission d'actions ordinaires	20	661	-	-	-	661
Dividendes		-	-	(11 817)	-	(11 817)
Paiements fondés sur des actions	16	-	924	-	-	924
		661	924	(11 817)	-	(10 232)
Solde au 31 décembre 2017		97 585	5 184	432 470	(17 262)	517 977

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de \$US)	Note	Exercice clos le	
		2017	31 décembre 2016
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net		44 616	58 265
Éléments hors caisse :			
Frais de restructuration et autres	4	(523)	(746)
Charges financières, montant net	6	14 487	4 484
Amortissement	7	29 647	15 962
Charge d'impôt sur le résultat	8	22 002	28 137
Amortissement et réserves relatifs aux incitatifs accordés aux clients		16 581	12 460
Autres éléments hors caisse		269	1 704
Variation des éléments du fonds de roulement	10	14 583	16 778
Intérêts payés		(10 371)	(3 553)
Impôt sur le résultat recouvert (versé)		(7 286)	210
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		124 005	133 701
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'entreprises	11	(348 490)	(161 839)
Solde de prix d'achat, net		(7 935)	(2 173)
Trésorerie détenue en mains tierces		(5 108)	(11 353)
Prime relative aux options sur devises		(6 631)	-
Produits de la disposition des options sur devises		6 174	-
Avances aux marchands membres et incitatifs accordés aux clients		(28 257)	(22 815)
Remboursements d'avances à des marchands membres		5 737	4 178
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(13 658)	(9 755)
Produits de la disposition d'immobilisations corporelles		824	662
Acquisitions et développement d'immobilisations incorporelles		(4 614)	(5 250)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(401 958)	(208 345)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation de la dette à long terme	10	450 860	138 965
Remboursement de la dette à long terme	10	(154 090)	(101 730)
Diminution nette des dépôts de garantie des marchands membres		(117)	(379)
Rachat et annulation d'actions ordinaires	20	-	(22 043)
Émission d'actions ordinaires	20	661	1 090
Dividendes versés		(11 637)	(10 533)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		285 677	5 370
Écarts de conversion		623	167
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie		8 347	(69 107)
Trésorerie au début de l'exercice		22 325	91 432
Trésorerie à la fin de l'exercice		30 672	22 325

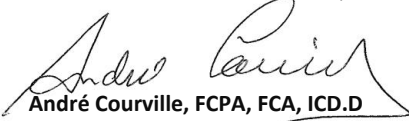
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de \$US)	Note	31 décembre	
		2017	2016
ACTIFS			
Actifs courants :			
Trésorerie		30 672	22 325
Trésorerie détenue en mains tierces		8 147	14 486
Débiteurs et autres recevables	12	227 167	149 268
Impôt sur le résultat à recevoir		29 279	22 420
Stocks		458 354	330 808
Frais payés d'avance		10 196	4 893
Total des actifs courants		763 815	544 200
Investissements et avances aux marchands membres	13	30 628	28 651
Immobilisations corporelles	14	78 644	41 982
Immobilisations incorporelles	15	231 365	101 158
Goodwill	15	372 119	243 807
Actifs d'impôt différé	8	10 174	20 818
TOTAL DES ACTIFS		1 486 745	980 616
PASSIFS			
Passifs courants :			
Créditeurs et charges à payer		436 726	314 505
Solde de prix d'achat, net		15 469	25 303
Provision pour les frais de restructuration et autres	4	-	775
Impôt sur le résultat à payer		16 831	5 669
Dividendes à payer		3 110	2 673
Versements sur la dette à long terme et les dépôts de garantie des marchands membres	18, 19	37 098	3 817
Total des passifs courants		509 234	352 742
Obligations au titre des avantages du personnel à long terme	16, 17	20 985	16 802
Dette à long terme	18	411 585	130 572
Dépôts de garantie des marchands membres	19	5 543	5 319
Solde de prix d'achat, net		2 944	-
Autres provisions		1 331	-
Instruments financiers dérivés	21	1 041	359
Passifs d'impôt différé	8	16 105	2 460
TOTAL DES PASSIFS		968 768	508 254
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions	20	97 585	96 924
Surplus d'apports		5 184	4 260
Résultats non distribués		432 470	401 420
Cumul des autres éléments du résultat global	22	(17 262)	(30 242)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		517 977	472 362
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		1 486 745	980 616

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le Conseil d'administration,


André Courville, FCPA, FCA, ICD.D
 Administrateur


Michelle Ann Cormier, CPA, CA, ASC
 Administratrice

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de \$US, à l'exception des données par action, des pourcentages et d'indication contraire)

1 - STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

Uni-Sélect inc. (« Uni-Sélect ») est une société domiciliée au Canada dûment constituée et régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec). Uni-Sélect est la société mère ultime d'un groupe d'entreprises comprenant Uni-Sélect et ses filiales (collectivement désignées la « Société »). La Société est un important distributeur de produits automobiles et de peinture et produits connexes pour véhicules automobiles. Le siège social de la Société est situé au 170, boul. Industriel, Boucherville, Québec, Canada.

Ces états financiers consolidés présentent les activités et la situation financière de la Société et de toutes ses filiales.

Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole UNS.

2 - BASE DE PRÉSENTATION

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). La Société a uniformément appliqué les mêmes conventions comptables pour l'ensemble des périodes présentées.

Le Conseil d'administration a approuvé et autorisé pour publication ces états financiers consolidés le 19 février 2018.

Base de mesure

Ces états financiers consolidés ont été établis au coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués à la juste valeur, des provisions qui sont évaluées selon la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle et des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi qui sont évaluées à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et diminuées du montant de la juste valeur des actifs du régime.

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les éléments inclus aux états financiers de chacune des entités de la Société sont mesurés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les monnaies fonctionnelles de la Société sont le dollar américain pour les entités aux États-Unis, le dollar canadien pour les entités au Canada et la livre sterling pour les entités au Royaume-Uni. Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars américains qui représentent la monnaie de présentation de la Société.

Utilisation d'estimations et recours au jugement

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la Direction de la Société a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers consolidés alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptables de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants :

(i) Estimations

Regroupement d'entreprises : À la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs assumés à leur juste valeur estimative. La valeur comptabilisée du goodwill est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur du goodwill à la date d'acquisition ou le résultat net des années subséquentes. Voir la note 11 pour les renseignements sur les regroupements d'entreprises complétés au cours des deux derniers exercices.

Constatations des ventes : Des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, les garanties, les remises sur ventes et les rabais volumes. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

2 - BASE DE PRÉSENTATION (SUITE)

Évaluation des stocks : La Société utilise des estimations pour déterminer la valeur de réalisation nette des stocks en considérant la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, des rabais volume et d'autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Provision pour stocks excédentaires ou désuets : La Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans les états consolidés de la situation financière. La Direction doit faire des estimations au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

Immobilisations corporelles et incorporelles : Des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Dépréciation des actifs non financiers : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la Direction pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des montants recouvrables des actifs et de la juste valeur des unités génératrices de trésoreries (« UGT »). Les tests de dépréciation exigent que la Direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats d'exploitation. Des estimations importantes sont aussi requises dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir une incidence importante sur les actifs comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, aucune perte de valeur ni reprise de pertes antérieures n'a été comptabilisée dans les actifs non courants de la Société. Voir la note 15 pour plus de renseignements.

Impôts différés : La Société estime ses actifs et passifs d'impôt différé fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers consolidés, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent résulter des écarts importants entre ces estimations et les montants matérialisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi : Des hypothèses et estimations importantes sont requises dans la constatation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La Direction estime ses obligations au titre des prestations définies annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier dû aux incertitudes reliées aux estimations. Les estimations des obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité que la Direction considère comme raisonnables. Elle prend aussi en considération l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires et de l'âge de retraite des employés. Les taux d'actualisation sont déterminés à la fin de chaque exercice en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les avantages seront payés et qui ont des termes se rapprochant des termes des obligations au titre des prestations définies relatives. Des écarts dans les hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur le montant d'obligations au titre de prestations définies de la Société. Voir la note 17 pour les renseignements sur les hypothèses et estimations utilisées durant les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

Efficacité de couverture : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la Direction des risques spécifiques à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture, le cas échéant. La comptabilité de couverture est terminée lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir une incidence sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour des fins de spéculation.

Provisions : La Société utilise des estimations concernant les coûts prévus et leurs échéanciers ainsi que la probabilité de réalisation des obligations dans la détermination des montants de provisions. Les provisions sont réexaminées à chaque date de clôture et sont ajustées pour refléter les meilleures estimations. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

2 - BASE DE PRÉSENTATION (SUITE)

(ii) Jugements

Contrats de location : La Société utilise le jugement pour déterminer le classement de ses actifs loués au début du contrat. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Indice de dépréciation des actifs : La Société établit un jugement important pour déterminer l'existence d'un événement ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à un actif. Le cas échéant, la Société procède à un test de dépréciation de ces UGT afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. Les tests de dépréciation utilisent diverses estimations de la Direction comme décrites à la section précédente.

Comptabilité de couverture : Au début de la relation de couverture, la Société établit, le cas échéant, un jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation de ces états financiers consolidés sont les suivantes :

Méthode de consolidation

Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par la Société. La Société détient le contrôle lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables, par sa participation dans la filiale, et lorsqu'elle possède la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur les rendements que cette dernière obtient. Les filiales sont entièrement consolidées dès la date de la prise de contrôle, et elles sont déconsolidées à la date où le contrôle cesse. Les transactions avec les filiales sont éliminées lors de la consolidation. Les filiales les plus significatives de la Société détenues à 100 % au 31 décembre 2017 se présentent comme suit :

370071 Alberta Ltd.	PA Topco Limited	Uni-Select Pacific inc.
FinishMaster, Inc.	Parts Alliance Group Limited	Uni-Sélect Prairies inc.
FinishMaster Canada Inc.	Les magasins Uni-Sélect Canada Inc.	Achats Uni-Sélect, s.e.n.c.
FinishMaster Services, Inc.	Uni-Sélect Eastern inc.	Uni-Sélect Québec inc.
German Swedish & French Car Parts Limited	Uni-Select Luxembourg S.à r.l.	Uni-Select USA Holdings, Inc.

Regroupements d'entreprises

La Société applique la méthode de l'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée par la Société pour obtenir le contrôle d'une filiale est calculée comme la somme, à la date d'acquisition, des justes valeurs des actifs transférés, des passifs repris et des capitaux propres émis par la Société, lesquels comprennent la juste valeur d'un actif ou d'un passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les coûts d'acquisition sont comptabilisés en charge lorsqu'ils sont engagés.

La Société comptabilise les actifs acquis et les passifs repris identifiables lors d'un regroupement d'entreprises, qu'ils aient été comptabilisés antérieurement ou non dans les états financiers de l'entreprise acquise avant l'acquisition. Les actifs acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur estimée à la date d'acquisition.

Le goodwill est évalué à la date d'acquisition comme étant la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, diminuée du montant net comptabilisé (généralement la juste valeur) des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris. Lorsque l'excédent est négatif, un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement au résultat net.

Conversion de monnaie étrangère

(i) Transactions en monnaie étrangère

Les transactions libellées dans une monnaie étrangère sont initialement comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle de l'entité connexe (note 2) à l'aide des taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs libellés dans une monnaie étrangère sont convertis à l'aide des taux de change de clôture. Tout écart de change en découlant est comptabilisé en résultat, à l'exception de ceux relatifs aux éléments de couverture de flux de trésorerie, lesquels sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (« AÉRG »).

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

(ii) Opérations en monnaies étrangères

Les actifs et passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est autre que la monnaie de présentation (note 2) sont convertis en dollars américains selon les taux de change de clôture. Les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les écarts de conversion sont comptabilisés et présentés sous les AÉRG dans les capitaux propres. Les taux de change utilisés pour dresser les états financiers consolidés se résument comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2017	2016
Taux de conversion moyen de l'exercice		
Dollar canadien	0,77	0,75
Livre sterling	1,33	s.o.
Taux de conversion à la fin de l'exercice		
Dollar canadien	0,80	0,74
Livre sterling	1,35	s.o.

Constatation des ventes

La Société comptabilise ses ventes à la suite de la livraison de la marchandise à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des provisions pour droit de retour et garanties et autres remises sur ventes et rabais volume, lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur, qu'il n'y a plus d'intervention continue de la Direction en ce qui concerne les biens, que le recouvrement de la contrepartie est probable et que le montant des produits peut être évalué de façon fiable. La Société offre à ses clients un droit de retour sur les ventes de biens et certaines garanties. Au moment où la Société constate la vente, elle comptabilise des provisions relatives aux droits de retour et garanties, lesquelles sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la Direction.

Stocks

Les stocks se composent de produits finis et sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré net de certaines remises sur vente, rabais volume et autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cadre normal des affaires, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Incitatifs accordés aux clients

La Société accorde des incitatifs sous forme de trésorerie, de stocks et de matériel à certains clients en contrepartie d'ententes d'achat pluriannuelles (« contrats »). Ces incitatifs sont comptabilisés au coût et sont amortis, contrat par contrat, sur une base linéaire en diminution des ventes sur le moindre de la durée du contrat ou de 48 mois, durée correspondant à la durée moyenne des contrats. Dans le cas de manquement d'un client à l'engagement, la portion restante de la valeur aux livres non amortie de l'incitatif, net des dommages-intérêts à recevoir, est comptabilisée immédiatement comme autres charges au résultat net.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif et à sa préparation pour son utilisation. Le coût diminué de la valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est amorti en fonction de la durée d'utilité estimée selon les méthodes et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Périodes / Taux
Pavage	Dégressif	8 %
Bâtiments	Linéaire et dégressif	30 ans / 2 à 5 %
Mobilier et équipement	Linéaire et dégressif	7 à 10 ans / 10 à 25 %
Équipement informatique et logiciels d'exploitation	Linéaire et dégressif	3 à 5 ans / 25 à 33 %
Matériel roulant	Linéaire et dégressif	5 ans / 20 à 30 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée des baux
Véhicules loués en vertu de contrats de location-financement	Dégressif	30 %

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées à chaque date de clôture.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Immobilisations incorporelles

Pour les immobilisations incorporelles générées à l'interne, la Société comptabilise les coûts directement attribuables à l'acquisition et au développement d'un progiciel de gestion intégré et aux coûts d'emprunt afférents. Afin de refléter le rythme de consommation des avantages attendus, la Société amortit son progiciel et les coûts afférents sur une base linéaire de dix ans. La période d'amortissement commence lorsque l'actif est prêt pour l'utilisation et cesse lorsque l'actif est comptabilisé comme un actif détenu en vue de la vente ou est décomptabilisé.

Les marques de commerce qui ont toutes été acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont identifiées comme ayant une durée d'utilité indéterminée sur la base des attentes de profitabilité à long terme et du positionnement général des marques de commerce en termes de notoriété et de volume des ventes. Elles sont évaluées au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Les marques de commerce ne sont pas amorties.

Les autres immobilisations incorporelles, incluant celles acquises lors de regroupements d'entreprises, sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur et sont amorties en fonction de la durée d'utilité estimée selon les méthodes et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Périodes / Taux
Relations clients et autres	Linéaire	2 à 20 ans
Logiciels	Linéaire et dégressif	5 à 10 ans / 30 %

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées à chaque date de clôture.

Goodwill

Le goodwill représente les avantages économiques futurs résultant d'un regroupement d'entreprises qui ne sont pas identifiés individuellement et comptabilisés séparément. Le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur et n'est pas amorti.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt directement attribuables au développement du progiciel de gestion intégré (c.-à-d. actif qualifié), le cas échéant, sont incorporés au coût de l'immobilisation incorporelle jusqu'à ce que les activités à la préparation de son utilisation soient pratiquement terminées. Autrement, les coûts d'emprunt sont comptabilisés au résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation d'actifs

Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont revues à chaque date de clôture afin de déterminer si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT correspondante pourrait ne pas être recouvrable. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT est estimée. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, plus spécifiquement le goodwill et les marques de commerce, sont soumises à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation présentent des indices de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée en appliquant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou par groupe d'actifs. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Chaque unité ou groupe d'unités auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour les besoins de gestion interne.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les données utilisées pour les procédures de tests de dépréciation proviennent directement du dernier budget et du plan stratégique approuvés de la Société. Les taux d'actualisation sont déterminés individuellement pour chaque UGT et reflètent l'appréciation de la Direction du profil de risques spécifiques à chaque UGT.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées au titre d'une UGT sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill, puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les pertes de valeur au titre du goodwill, le cas échéant, ne peuvent pas être reprises. En ce qui a trait aux autres actifs, les pertes de valeur comptabilisées au cours des années antérieures sont évaluées à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Contrats de location

Les contrats de location aux termes desquels la Société assume la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location-financement. Lors de la comptabilisation initiale, les actifs acquis sous des contrats de location-financement sont comptabilisés dans les « immobilisations corporelles » à la juste valeur ou à la valeur actualisée des paiements minimums de location, selon le moins élevé des deux. Un passif correspondant est comptabilisé comme une obligation de location-financement dans la « dette à long terme ». Dans les périodes subséquentes, l'actif est amorti sur la durée d'utilité estimée et les intérêts relatifs à l'obligation sont comptabilisés dans les « charges financières, montant net » aux états consolidés des résultats.

Les autres contrats de location sont des contrats de location simple et les actifs loués ne sont pas comptabilisés aux états consolidés de la situation financière de la Société. Les paiements versés aux termes d'un contrat de location simple sont comptabilisés au résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés au résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les AÉRG.

L'impôt exigible est l'impôt qui sera vraisemblablement à payer ou à recevoir au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement d'impôt à payer relativement à des années antérieures.

Les actifs et les passifs d'impôt différé aux fins de l'information financière sont déterminés en fonction des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date de clôture, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable que la perte fiscale connexe ou l'écart temporaire déductible soit utilisé contre les bénéfices imposables futurs. Les passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés en totalité, même si la norme IAS 12 « Impôt sur le résultat » indique des exemptions limitées. Toutefois, aucun impôt différé n'est constaté lors de la comptabilisation initiale du goodwill ou lors de la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs à moins qu'il résulte d'une transaction qui est soit un regroupement d'entreprises, ou qui affecte le bénéfice imposable ou le résultat. L'impôt différé au titre des différences temporelles liées à des investissements dans des filiales n'est pas comptabilisé si la Société est en mesure de contrôler la réalisation de ces différences temporelles et s'il est improbable qu'elles se réalisent dans un futur prévisible. L'impôt différé au titre des différences temporelles liées à des investissements dans des filiales est réévalué à la fin de chaque exercice et est comptabilisé s'il est probable que les différences temporelles se réalisent dans un futur prévisible.

Provisions

Une provision est comptabilisée si, dans le cadre d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont le montant peut être estimé de façon fiable et s'il est probable qu'une sortie des avantages économiques sera nécessaire à l'extinction de l'obligation. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de l'exercice. Les principales provisions de la Société sont relatives aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et aux frais de restructuration, incluant les coûts de fermeture des emplacements, les indemnités de départ des employés et les obligations de location déficitaires.

Les provisions au titre d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont comptabilisées à l'égard d'obligations légales, contractuelles ou juridiques, normalement au moment où elles sont engagées. Ces dernières sont relatives à la mise hors service d'immobilisations corporelles (principalement des améliorations locatives) lorsque ces obligations découlent de l'acquisition, du développement et/ou de l'exploitation normale des actifs en question. Les obligations sont mesurées initialement à la juste valeur et les coûts qui en découlent sont capitalisés à même la valeur comptable de l'actif correspondant. Le coût de la mise hors service d'immobilisations inscrit à l'actif est amorti sur la même base que l'actif connexe.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les frais de restructuration sont comptabilisés lorsque la Société a mis en place un plan détaillé de restructuration qui a été communiqué avec suffisamment de détails pour générer une obligation. Les frais de restructuration comprennent seulement les coûts directement reliés au plan de restructuration et sont évalués selon les estimations les plus probables du montant nécessaire pour régler les obligations de la Société. Les modifications subséquentes aux estimations de l'obligation sont comptabilisées aux états consolidés des résultats de la Société.

Obligations au titre des avantages du personnel à court terme

Les obligations au titre des avantages du personnel à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et sont comptabilisées en charges à mesure que les services correspondants sont rendus. Un passif égal au montant que la Société s'attend à payer aux termes de plans d'intéressement et d'attribution de primes à court terme est comptabilisé si la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite de payer ce montant au titre des services passés rendus par les membres du personnel et si une estimation fiable de l'obligation peut être effectuée.

Rémunération à base d'actions

Rémunération à base d'actions réglée en équité

La charge de rémunération est évaluée à la juste valeur à la date d'octroi au moyen du modèle trinomial d'évaluation des options. La charge de rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits aux options, avec une augmentation correspondante comptabilisée au surplus d'apport dans les capitaux propres. Les extinctions et les annulations sont estimées à la date d'octroi et elles sont revues à chaque date de clôture. Le montant comptabilisé en charge est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charge dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition des droits. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la contrepartie payée et de la portion correspondante préalablement comptabilisée au surplus d'apport.

Rémunération à base d'actions réglée en trésorerie

La Société possède deux régimes de rémunération à base d'actions réglée en trésorerie qui se composent d'un Régime d'unités d'actions différées (« Régime UAD ») et d'un Régime d'unités d'actions lié à la performance (« Régime UAP »). Pour ces régimes, la juste valeur du passif est évaluée en multipliant le nombre d'unités pour lequel les droits devraient être acquis par la juste valeur d'une unité; cette dernière étant basée sur le prix de marché des actions ordinaires de la Société. La charge de rémunération et le passif correspondant sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits, le cas échéant, et sont réévalués à chaque date de clôture jusqu'au règlement du passif. Les variations dans la juste valeur du passif sont comptabilisées aux états consolidés des résultats.

Relativement aux UAD et UAP, la Société a conclu des contrats de swap sur actions dans le but de gérer les risques liés au cours de l'action ordinaire.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

Régimes à cotisations définies

Les cotisations versées à ces régimes sont comptabilisées en charge dans la période au cours de laquelle les services sont rendus par les membres du personnel.

Régimes à prestations définies

La Société a adopté les méthodes suivantes pour les régimes à prestations définies :

- l'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculée en estimant la valeur des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures diminués de la juste valeur des actifs des régimes;
- le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédits projetées. Les calculs tiennent compte des hypothèses les plus probables de la Direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite, le taux de mortalité des membres et le taux d'actualisation;
- quand il y a amélioration des prestations de retraite, l'avantage au titre des services passés rendus par les membres du personnel est comptabilisé immédiatement au résultat net;
- les réévaluations comprenant les gains ou les pertes actuariels, toute variation du plafond de l'actif, tout effet des exigences minimales de financement du régime et le rendement des actifs des régimes excluant les montants inclus dans les charges financières nettes sont comptabilisés immédiatement dans les AÉR et les résultats non distribués.

Les coûts des services rendus et des services passés au titre des régimes de retraite à prestations définies sont comptabilisés dans les « avantages du personnel ». Le produit ou la dépense d'intérêt net de l'actif net ou de l'obligation nette est comptabilisé dans les « charges financières, montant net ».

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Instruments financiers

Instruments financiers non dérivés

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur, majorés de leurs coûts de transaction et leur évaluation subséquente dépend de leur classement. Leur classement dépend des objectifs établis lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et leur désignation par la Société. La Société a effectué les classements suivants :

- les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. La trésorerie, la trésorerie détenue en mains tierces, les débiteurs et les avances aux marchands membres sont classés comme prêts et créances. Après la comptabilisation initiale, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur.
- les créditeurs et charges à payer, le solde de prix d'achat, les dividendes à payer, la dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement et des frais de financement) et les dépôts de garantie des marchands membres sont classés comme passifs évalués au coût amorti. Les évaluations subséquentes sont comptabilisées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé lorsqu'il est éteint, annulé ou expiré.

Tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, font l'objet d'un test de dépréciation minimalement à chaque date de clôture. Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un événement s'est produit après la comptabilisation initiale de l'actif et a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier et que celui-ci peut être estimé de façon fiable. Le montant d'une perte de valeur sur un actif financier évalué au coût amorti correspond à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société utilise les instruments financiers dérivés pour gérer le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque lié au cours de l'action ordinaire. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Certains instruments financiers sont désignés comme des instruments de couverture.

Lors de la désignation de la couverture, la Société établit une documentation formalisée décrivant la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, y compris les objectifs en matière de gestion des risques et de stratégie de couverture, ainsi que les méthodes qui serviront à évaluer l'efficacité de la relation de couverture. Au début de la couverture et de façon continue, la Société évalue si l'on s'attend à ce que les instruments de couverture soient « hautement efficaces » pour compenser les variations de flux de trésorerie des éléments couverts respectifs pendant la période pour laquelle la couverture est désignée.

Couvertures de flux de trésorerie

Les dérivés (contrats de swap de taux d'intérêt), s'il en existe, sont utilisés pour la gestion des taux d'intérêt variables du portefeuille d'endettement total de la Société et du coût d'emprunt global correspondant. Les dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées comme il est décrit ci-dessous.

Lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture dans une couverture de variation des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à une transaction prévue hautement probable qui pourrait affecter le résultat, la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les AÉRG et présentée dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres. Le montant comptabilisé dans les AÉRG est sorti et inclut au résultat net de la même période pour laquelle les flux de trésorerie couverts influent le résultat net sous le même élément. Toute partie inefficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée immédiatement au résultat net. La Société estime que les instruments financiers dérivés sont efficaces comme couvertures, tant lors de la mise en place de la couverture que pendant la durée de l'instrument, puisque pour toute la durée jusqu'à l'échéance, le montant de capital nominal et le taux d'intérêt de référence des instruments concordent tous avec les conditions de l'instrument d'emprunt couvert.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Si l'instrument de couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, s'il arrive à maturité ou s'il est vendu, résilié, exercé ou si l'entité annule la désignation, la comptabilité de couverture cessera d'être pratiquée, de manière prospective. Le gain ou la perte cumulé comptabilisé antérieurement dans les AÉRG et présenté dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres y est maintenu jusqu'à ce que la transaction prévue influe sur le résultat net. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le solde des AÉRG est alors comptabilisé immédiatement au résultat net. Dans d'autres cas, le montant comptabilisé dans les AÉRG est transféré au résultat net dans la même période que celle au cours de laquelle l'élément couvert influe sur le résultat net.

Couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères

La Société applique la comptabilité de couverture aux écarts de conversion entre la monnaie fonctionnelle de l'établissement à l'étranger et la monnaie fonctionnelle de la société mère. Les écarts de conversion découlant de la conversion de la dette désignée comme couverture d'un investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisés dans les AÉRG pour la partie efficace de la couverture, et sont présentés à même les capitaux propres. Dans la mesure où la couverture est inefficace, ces écarts sont comptabilisés au résultat net. Lorsque la portion couverte d'un investissement net diminue, le montant cumulé correspondant des écarts de conversion est transféré au résultat net en tant que gain ou perte sur disposition partielle ou complète. La Société a choisi d'exclure d'une disposition partielle d'une filiale étrangère, les repaiements de prêts faisant partie de l'investissement net dans un établissement étranger.

Les gains ou pertes de change découlant d'un élément monétaire, qui est à recevoir ou à payer à un établissement à l'étranger, dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un futur prévisible et qui constitue en substance une part de l'investissement net dans cet établissement à l'étranger, sont comptabilisés dans les AÉRG, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

Couverture des coûts liés au risque de change

Les contrats à terme et les options sur devises, le cas échéant, sont utilisés dans le but de gérer les risques de change. Ces instruments financiers dérivés ne sont pas désignés comme élément de couverture et sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période. À moins d'indications contraires, les variations de juste valeur sont comptabilisées aux états consolidés des résultats comme « autres dépenses d'exploitation » et la contrepartie, actif ou passif, est présentée dans les instruments financiers dérivés aux états consolidés de la situation financière.

Aux termes des contrats à terme, la Société génère des flux de trésorerie compensatoires sur la position sous-jacente en termes de montants et de calendrier des opérations prévues. L'effet net des contrats à terme annule en partie l'impact des fluctuations de taux de change sur les gains/pertes de change résultant principalement des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société.

Aux termes des options sur devises, la Société peut générer des flux de trésorerie compensatoires favorables sur la position sous-jacente en fonction des montants et du calendrier relatifs aux opérations prévues en monnaie étrangère. L'effet net des options sur devises annule, à leurs dates d'exercice, les potentielles pertes de change découlant d'une hausse de taux de change provenant principalement d'acquisitions réglées dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société.

Couverture des coûts liés aux paiements fondés sur des actions

Les contrats de swap sur actions sont utilisés dans le but de gérer les risques liés aux cours de l'action ordinaire. Ces swaps sur actions ne sont pas désignés comme élément de couverture et sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période. Les variations de juste valeur sont comptabilisées aux états consolidés des résultats comme « avantages du personnel » et la contrepartie, actif ou passif, est présentée dans les instruments financiers dérivés aux états consolidés de la situation financière.

Aux termes de ces swaps, la Société bénéficie de l'avantage économique que lui procurent les dividendes et de la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés aux institutions financières pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours des actions de la Société, fluctuations qui influent sur le coût des UAD et des UAP.

Cumul des autres éléments du résultat global

Écarts de conversion cumulés

Les écarts de conversion cumulés comprennent tous les écarts de conversion découlant de la conversion des états financiers des activités au Canada et au Royaume-Uni à la monnaie de présentation de la Société.

Gains et pertes de change non réalisés sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères

La réserve de couverture comprend tous les écarts de conversion découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets de la Société dans des filiales étrangères, le cas échéant.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie

La réserve de couverture comprend la portion efficace du changement net cumulé de la juste valeur des éléments de couverture de flux de trésorerie, le cas échéant, afférents aux transactions qui n'ont pas encore eu lieu.

Modifications comptables adoptées en 2017

En janvier 2016, l'IASB a amendé l'IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie » qui exige la présentation d'informations additionnelles concernant les variations des passifs découlant des activités de financement, y compris les variations des flux de trésorerie liés aux activités de financement, les variations découlant de l'obtention ou de la perte de contrôle dans des filiales ou d'autres entreprises, l'incidence des variations des taux de change et les variations de la juste valeur. Les informations additionnelles ont été incorporées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Modifications comptables futures

Au moment où les états financiers consolidés ont été autorisés, de nouvelles normes, modifications et interprétations de normes existantes ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), mais ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été adoptées par anticipation par la Société.

Les informations sur les nouvelles normes, modifications et interprétations qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société sont détaillées ci-dessous. Certaines autres nouvelles normes et interprétations qui ont été publiées n'auront toutefois aucun effet significatif prévu sur les états financiers consolidés de la Société.

Date d'entrée en vigueur – 1er janvier 2018 avec adoption anticipée permise

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB et le Financial Accounting Standards Board (« FASB ») ont publié conjointement l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients », une norme harmonisée sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Les dispositions de cette nouvelle norme remplacent les normes actuelles portant sur la comptabilisation des produits, notamment l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et l'IAS 11 « Contrats de construction » et les interprétations connexes. IFRS 15 introduit un modèle unique, fondé sur un principe de 5 étapes à appliquer lors de la comptabilisation de contrats avec des clients.

La Société a complété l'évaluation de l'IFRS 15. Sous les exigences de la nouvelle norme, les transferts de produits avec droit de retour doivent être présentés au montant brut, en comptabilisant distinctement un passif au titre des remboursements futurs et un actif représentant le droit de récupérer les produits transférés. Présentement, les provisions pour retours sont présentées au net. Conséquemment, la Société s'attend à un reclassement entre les « créditeurs et charges à payer » et les « débiteurs et autres recevables » dans l'état consolidé de la situation financière. La Société n'anticipe aucune incidence significative sur l'état consolidé des résultats suite à l'adoption de l'IFRS 15, et prévoit incorporer les nouvelles exigences d'information d'IFRS 15 à ses états financiers consolidés dès son adoption au 1er janvier 2018.

Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version complète et finale de l'IFRS 9 « Instruments financiers », qui remplace la norme actuelle sur les instruments financiers (IAS 39). L'IFRS 9 présente un modèle unique, fondé sur des principes de classement et d'évaluation des actifs financiers qui reflètent la nature de leurs flux de trésorerie ainsi que le modèle économique suivi par ces actifs financiers. La norme présente également des directives sur le risque de crédit propre à une entité lié aux passifs financiers et introduit le modèle de comptabilité de couverture afin de refléter les aspects économiques de la gestion du risque et de son traitement comptable. La norme présente un modèle de dépréciation unique basé sur les pertes prévues plutôt que sur les pertes encourues.

La Société a complété l'évaluation de l'IFRS 9 et ne prévoit pas d'incidence significative sur ses états financiers consolidés. La Société incorporera les nouvelles exigences d'information d'IFRS 9 dès son adoption le 1er janvier 2018.

Date d'entrée en vigueur – 1er janvier 2019 avec adoption anticipée permise dans certaines circonstances

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16 « Contrats de location », qui remplace la norme actuelle sur les contrats de location (IAS 17). IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière consolidée en comptabilisant un droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location à court terme et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur. De plus, IFRS 16 modifie la définition du contrat de location, établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif (notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que de location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles), modifie la comptabilisation des accords de cession-bail et présente de nouvelles exigences d'information.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

L'incidence de cette nouvelle norme, incluant les exigences de divulgation et de présentation, est en cours d'évaluation. Lors de l'adoption initiale d'IFRS 16, la Société s'attend à comptabiliser la majeure partie de ses contrats de location simple à même l'état consolidé de la situation financière. La Société prévoit également que le changement touchant la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des charges locatives donnera lieu, au sein de l'état consolidé des résultats, à une diminution de la charge locative ainsi qu'à une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles. La Société n'a pas encore déterminé la méthode de transition qu'elle appliquera ni si elle se prévaut des exemptions facultatives ou des mesures de simplification prévues par la nouvelle norme.

4 - FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES

En 2015, à la suite de l'annonce de l'entente visant la vente de la quasi-totalité des actifs de Uni-Select USA, Inc. et Beck/Arnley Worldparts, Inc., et afin de rationaliser ses activités corporatives, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres totalisant 8 234 \$. Ces frais de restructuration et autres étaient constitués de charges d'indemnité de départ, de frais de contrats déficitaires et d'autres frais en vue de la relocalisation de certains sites. Au 31 décembre 2017, la Société a finalisé la rationalisation de ses activités corporatives. Les variations de la provision pour les frais de restructuration et autres se détaillent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2017	2016
Solde au début de l'exercice	775	3 983
Provision utilisée au cours de l'exercice	(308)	(2 567)
Changement d'estimation ⁽¹⁾	(523)	(746)
Écarts de conversion	56	105
Solde à la fin de l'exercice	-	775

⁽¹⁾ En 2017, la Société a révisé les provisions restantes et a reflété les changements d'estimation suivants : une diminution de 234 \$ pour le solde restant des contrats déficitaires et de 289 \$ pour les charges d'indemnité de départ, ce qui a entraîné une réduction des frais de restructuration et autres aux états consolidés des résultats totalisant 523 \$.

En décembre 2016, la Société a révisé les provisions restantes et a reflété une réduction des frais de restructuration et autres aux états consolidés des résultats de 746 \$ pour les contrats déficitaires suite aux négociations récentes avec ses fournisseurs d'impartition informatique.

5 - FRAIS DE TRANSACTION NETS RELATIFS À L'ACQUISITION DE PARTS ALLIANCE

En août 2017, la Société a complété l'acquisition de Parts Alliance (voir la note 11 pour plus de renseignements).

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a comptabilisé des frais de transaction nets totalisant 7 303 \$, relativement à l'acquisition de Parts Alliance. Ce montant comprend principalement des frais d'acquisition pour un montant de 7 310 \$, d'autres charges relatives à l'acquisition pour un montant de 1 699 \$ et une variation favorable de 1 706 \$ relativement à la juste valeur des options sur devises. La Société a eu recours à ces options au cours du deuxième trimestre de 2017 afin de fixer le taux de change sur les sorties de fonds relatives à l'acquisition.

6 - CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

	Exercice clos le 31 décembre	
	2017	2016
Intérêts sur la dette à long terme	10 940	3 652
Amortissement des frais de financement	672	465
Charge nette d'intérêts sur les obligations au titre des avantages du personnel à long terme (note 17)	429	498
Reclassement des pertes réalisées sur les instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie transférées aux résultats	165	-
Prime relative aux options sur devises ⁽¹⁾	2 325	-
Intérêts sur les dépôts de garantie des marchands membres et autres	165	102
	14 696	4 717
Produit d'intérêt des marchands membres et autres	(209)	(233)
	14 487	4 484

⁽¹⁾ Voir la note 5 pour plus de renseignements.

7 - AMORTISSEMENT

	Exercice clos le 31 décembre	
	2017	2016
Amortissement des immobilisations corporelles	12 411	7 113
Amortissement des immobilisations incorporelles	17 236	8 849
	29 647	15 962

8 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Charge d'impôt sur le résultat

	Exercice clos le 31 décembre	
	2017	2016
Charge (recouvrement) d'impôt exigible	10 673	(5 680)
Charge d'impôt différé		
Création et reprise des écarts temporaires	12 140	33 817
Changements apportés aux taux d'imposition en vigueur ⁽¹⁾	(811)	-
	22 002	28 137

⁽¹⁾ Le 22 décembre 2017, le président des États-Unis promulgué la *Tax Cuts and Jobs Act* (la « réforme fiscale américaine »). La réforme fiscale américaine réduit, à compter du 1er janvier 2018, le taux fédéral d'impôt américain de 35,0 % à 21,0 %. Cette nouvelle loi permet aussi la comptabilisation immédiate des dépenses en capital des nouveaux investissements dans certains actifs amortissables admissibles mis en place après le 27 septembre 2017, une mesure qui sera progressivement éliminée à compter de 2023. La réforme fiscale américaine a introduit d'autres changements importants aux lois de l'impôt sur les sociétés aux États-Unis qui pourraient avoir une incidence importante sur la Société dans les prochaines années. La réforme fiscale américaine a fait diminuer de 811 \$ le passif d'impôt différé net de la Société.

8 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Rapprochement de la charge d'impôt sur le résultat

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux d'imposition statutaires combinés applicables dans les territoires canadiens où la Société exerce ses activités à l'impôt sur le résultat comptabilisé aux états consolidés des résultats se présente comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2017	2016
Impôt sur le résultat selon le taux d'imposition statutaire de la Société – 26,80 % ⁽¹⁾ (26,90 % en 2016)	17 854	23 242
Écarts de taux réglementaires d'imposition des filiales étrangères	5 593	5 932
Bénéfice fiscal provenant d'une structure de financement	(4 323)	(4 019)
Changements apportés aux taux d'imposition en vigueur	(811)	-
Charges non déductibles et autres	3 689	2 982
	22 002	28 137

⁽¹⁾ Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, le taux d'imposition applicable est de 26,8 % (26,9 % en 2016). Le taux d'imposition applicable à la Société correspond aux taux combinés canadiens applicables aux diverses juridictions où la Société exerce ses activités. Le taux a diminué en raison de la réduction du taux d'imposition au Québec en 2017, qui est passé de 11,9 % à 11,8 %.

Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés

	31 décembre 2017					
	Solde de	Comptabilisés	Comptabilisés	Comptabilisés	Écarts de	Solde de
	début	au résultat net	dans les AÉRG	d'entreprises	conversion	fin
				(note 11)		
Pertes (gains) autres qu'en capital reportées	19 309	(12 118)	-	599	636	8 426
Provisions déductibles au cours du prochain exercice	9 140	(5 278)	-	-	213	4 075
Immobilisations corporelles	(1 820)	(2 538)	-	702	(133)	(3 789)
Obligations au titre des prestations définies	2 330	369	613	-	219	3 531
Frais de financement	(258)	118	-	-	(21)	(161)
Provision pour incitatifs de performance	1 834	(8)	-	-	125	1 951
Immobilisations incorporelles et goodwill	(10 051)	(1 900)	-	(15 128)	(636)	(27 715)
Perte (gain) de change en capital	(3 454)	8 843	-	-	(86)	5 303
Autres	1 328	1 183	-	-	(63)	2 448
	18 358	(11 329)	613	(13 827)	254	(5 931)

	31 décembre 2016					
	Solde de	Comptabilisés	Comptabilisés	Comptabilisés	Écarts de	Solde de
	début	au résultat net	dans les AÉRG	d'entreprises	conversion	fin
				(note 11)		
Pertes (gains) autres qu'en capital reportées	48 163	(29 339)	-	-	485	19 309
Revenu imposable au cours du prochain exercice	1 195	(1 255)	-	-	60	-
Provisions déductibles au cours du prochain exercice	23 173	(14 180)	-	-	147	9 140
Immobilisations corporelles	(2 512)	786	-	-	(94)	(1 820)
Obligations au titre des prestations définies	2 837	161	(745)	-	77	2 330
Frais de financement	(273)	26	-	-	(11)	(258)
Provision pour incitatifs de performance	1 882	(111)	-	-	63	1 834
Immobilisations incorporelles et goodwill	(15 253)	6 067	-	-	(865)	(10 051)
Perte (gain) de change en capital	(5 309)	1 231	-	-	624	(3 454)
Autres	(1 424)	2 797	-	-	(45)	1 328
	52 479	(33 817)	(745)	-	441	18 358

8 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Présentation aux états consolidés de la situation financière

	31 décembre	
	2017	2016
Actifs d'impôt différé	10 174	20 818
Passifs d'impôt différé	16 105	2 460
	(5 931)	18 358

Au 31 décembre 2017, la Société avait des pertes en capital de 50 134 \$ (aucune en 2016) qui peuvent être reportées indéfiniment, pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes peuvent seulement être appliquées contre les gains en capital futurs et la Société ne prévoit pas générer de gains en capital dans un avenir proche.

9 - RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat de base par action avec le résultat dilué par action :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2017	2016
Résultat net utilisé pour le résultat de base et dilué par action	44 616	58 265
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat de base par action	42 261 423	42 434 956
Incidence des options d'achat d'actions ⁽¹⁾	168 193	258 138
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat dilué par action	42 429 616	42 693 094
Résultat par action de base	1,06	1,37
Résultat par action dilué	1,05	1,36

⁽¹⁾ Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, 126 960 actions ordinaires moyennes pondérées pouvant être émises à l'exercice des options d'achat d'actions (126 960 en 2016) ont été exclues du calcul du résultat par action dilué puisque le prix d'exercice des options était plus élevé que la moyenne du prix du marché des actions.

10 - INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Les variations des éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2017	2016
Débiteurs et autres recevables	7 455	(2 632)
Stocks	(12 949)	(23 889)
Frais payés d'avance	1 518	4 954
Créditeurs et charges à payer	18 867	40 912
Provision pour les frais de restructuration et autres	(308)	(2 567)
	14 583	16 778

Au 31 décembre 2017, des acquisitions d'immobilisations corporelles de 582 \$ (148 \$ au 31 décembre 2016) demeurent impayées et n'ont eu aucun impact sur la trésorerie.

10 - INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS (SUITE)

Le tableau suivant présente une conciliation entre les soldes de début et les soldes de fin de l'état de la situation financière consolidé pour la « dette à long terme », incluant la « portion courante de la dette à long terme » (voir la note 18 pour plus de renseignements) :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2017	2016
Solde au début de l'exercice	134 298	90 344
Augmentation de la dette à long terme	450 860	138 965
Remboursement de la dette à long terme	(154 090)	(101 730)
Augmentation des contrats de location-financement	5 993	6 043
Acquisitions de contrats de location-financement par regroupements d'entreprises (note 11)	8 386	-
Amortissement des frais de financement (note 6)	672	465
Écarts de conversion	2 462	211
Solde à la fin de l'exercice	448 581	134 298

11 - REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Acquisition de Parts Alliance

Le 7 août 2017, dans le cadre de sa stratégie de croissance par acquisitions, la Société a complété l'acquisition de toutes les actions de PA Topco Limited, exerçant ses activités sous le nom de Parts Alliance, un distributeur indépendant de produits automobiles destinés au marché secondaire au Royaume-Uni. Cette transaction stratégique procure à la Société un point d'entrée intéressant au cœur d'un nouveau marché géographique en consolidation.

Net de la trésorerie de l'entreprise acquise pour 6 187 £ (équivalent à 8 065 \$), le coût total de cette acquisition s'élevant à 202 195 £ (équivalent à 263 603 \$), a été alloué de façon préliminaire aux actifs et aux passifs en fonction de leur juste valeur et du taux de change effectif à la date d'acquisition. L'acquisition de Parts Alliance a été entièrement financée sous forme de dette, le tout provenant des facilités de crédit disponibles à la Société.

Le goodwill préliminaire résultant de l'acquisition est principalement attribuable au fort potentiel de croissance, aux synergies prévues découlant du regroupement d'entreprises et à la valeur de la main d'œuvre de Parts Alliance. Depuis sa date d'acquisition, Parts Alliance a contribué aux ventes et au résultat net pour un montant de 145 069 \$ et 985 \$ respectivement.

Autres acquisitions

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a acquis les actifs nets de 4 entreprises opérantes aux États-Unis (7 entreprises en 2016) et 4 entreprises opérantes au Canada (6 entreprises en 2016). En 2017, la Société a également acquis les actions de 1 entreprise opérante au Royaume-Uni, à la suite de l'acquisition de Parts Alliance, et en 2016, a acquis les actions de 1 entreprise opérante au Canada.

Ces entreprises ont été acquises dans le cours normal des activités.

Le coût total de ces acquisitions de 98 550 \$ (183 342 \$ en 2016) a été alloué, de façon préliminaire, aux actifs et aux passifs en fonction de leur juste valeur.

La capacité des entreprises acquises à générer des bénéfices supérieurs aux actifs corporels et incorporels nets acquis constitue le principal élément ayant contribué à la comptabilisation d'un goodwill. Cet excédent découle principalement du niveau d'actifs corporels par rapport à la capacité des entreprises acquises à générer des bénéfices, des synergies attendues, des avantages d'acquérir des entreprises déjà établies et possédant certaines compétences dans l'industrie, et de la présence géographique des entreprises acquises.

Relativement à ses acquisitions, la Société a encouru 901 \$ de frais d'acquisition (903 \$ en 2016), lesquels sont comptabilisés au sein des « autres dépenses d'exploitation » dans les états consolidés des résultats.

Depuis leur date d'acquisition respective, les acquisitions ont contribué aux ventes et au résultat net pour un montant de 88 469 \$ et 3 925 \$ respectivement (121 038 \$ et 6 732 \$ en 2016).

11 - REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES (SUITE)

Actifs acquis et passifs pris en charge

Le tableau suivant présente l'ensemble des justes valeurs comptabilisées pour chaque catégorie d'actifs nets des entreprises acquises aux dates d'acquisition. Pour les entreprises acquises en 2017, afin d'être en mesure de compléter l'allocation du prix d'acquisition à l'égard des actifs nets identifiables acquis et du goodwill, la Société se doit de finaliser l'évaluation des justes valeurs estimées de certains actifs acquis, principalement les immobilisations incorporelles. Conformément aux IFRS, la Société prévoit compléter l'allocation du prix d'acquisition de chacune des acquisitions visées à l'intérieur d'un an suivant leurs dates d'acquisitions respectives.

					31 décembre	
					2017	2016
			Parts Alliance Royaume-Uni		Total	Total
	FinishMaster États-Unis	Produits automobiles Canada	Parts Alliance	Autre		
Débiteurs et autres recevables	7 059	2 576	61 955	3 266	74 856	16 103
Stocks	17 050	3 814	82 432	2 189	105 485	32 171
Frais payés d'avance	188	64	6 465	-	6 717	-
Actifs d'impôt différé	-	-	1 795	-	1 795	-
Investissements et avances aux marchands membres	3 471	186	77	-	3 734	10 034
Immobilisations corporelles	1 498	1 182	23 695	1 472	27 847	3 948
Immobilisations incorporelles	18 746	1 847	87 869	2 316	110 778	29 670
Goodwill ⁽¹⁾	30 462	4 488	110 472	2 651	148 073	94 465
Créditeurs et charges à payer	-	(228)	(85 770)	(5 054)	(91 052)	(3 049)
Impôt sur le résultat à payer	-	-	(835)	(139)	(974)	-
Contrats de location-financement	-	-	(8 386)	-	(8 386)	-
Autres provisions ⁽²⁾	-	-	(1 142)	(91)	(1 233)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	(15 024)	(463)	(15 487)	-
Coût total	78 474	13 929	263 603	6 147	362 153	183 342
Solde de prix d'achat ⁽³⁾	(8 295)	(2 050)	(2 021)	(1 297)	(13 663)	(21 503)
Débourré net	70 179	11 879	261 582	4 850	348 490	161 839

⁽¹⁾ Fiscalement, il est attendu que le goodwill soit en partie déductible.

⁽²⁾ Composées de provisions au titre d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations comptabilisées à l'égard d'obligations légales, contractuelles ou juridiques relatives à la mise hors service d'immobilisations corporelles (principalement des améliorations locatives).

⁽³⁾ Au 31 décembre 2017, 8 147 \$ du solde de prix d'achat sont détenus en mains tierces (11 331 \$ au 31 décembre 2016).

Au 31 décembre 2017, la Société a finalisé l'allocation du prix d'acquisition de toutes les entreprises acquises en 2016. Ceci a entraîné des reclassements de 27 673 \$ du goodwill aux immobilisations incorporelles (principalement les relations clients), de 121 \$ des actifs courants au goodwill, de 135 \$ des passifs d'impôt différé au goodwill et de 557 \$ du solde de prix d'achat au goodwill (voir la note 15 pour plus de renseignements). Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, une charge d'amortissement additionnelle totalisant 1 355 \$ a été comptabilisée dans « amortissement » à la suite du reclassement aux immobilisations incorporelles.

12 - DÉBITEURS ET AUTRES RECEVABLES

	31 décembre	
	2017	2016
Débiteurs	207 401	135 245
Portion courante des investissements et avances aux marchands membres (note 13)	19 766	14 023
	227 167	149 268

13 - INVESTISSEMENTS ET AVANCES AUX MARCHANDS MEMBRES

	31 décembre	
	2017	2016
Incitatifs accordés aux clients	46 704	40 401
Actions de sociétés	477	375
Avances aux marchands membres ⁽¹⁾	3 213	1 898
	50 394	42 674
Portion courante des investissements et avances aux marchands membres	19 766	14 023
Portion non courante des investissements et avances aux marchands membres	30 628	28 651

⁽¹⁾ Taux d'intérêt variant entre 3,2 % et 6,2 % (0% et 5,7% en 2016), encaissables par versements mensuels, échéant à différentes dates jusqu'en 2022.

14 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain et pavage	Bâtiments	Mobilier et équipement d'exploitation	Équipement informatique et logiciels d'exploitation	Matériel roulant	Améliorations locatives	Total
Coût	3 038	15 361	21 853	19 478	20 186	10 921	90 837
Amortissement cumulé	(270)	(7 625)	(16 687)	(15 659)	(11 320)	(8 972)	(60 533)
Valeur comptable nette au 1er janvier 2016	2 768	7 736	5 166	3 819	8 866	1 949	30 304
Acquisitions	60	387	2 083	4 296	5 140	3 140	15 106
Acquisitions par regroupements d'entreprises (note 11)	-	2	1 828	42	2 076	-	3 948
Dispositions	(79)	(235)	(31)	-	(368)	(2)	(715)
Amortissement	(54)	(458)	(1 161)	(1 603)	(3 264)	(573)	(7 113)
Écarts de conversion	80	157	130	49	25	11	452
Solde au 31 décembre 2016	2 775	7 589	8 015	6 603	12 475	4 525	41 982
Coût	3 105	15 694	26 222	24 084	25 725	14 116	108 946
Amortissement cumulé	(330)	(8 105)	(18 207)	(17 481)	(13 250)	(9 591)	(66 964)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2016	2 775	7 589	8 015	6 603	12 475	4 525	41 982
Acquisitions	5	1 630	2 476	4 238	7 454	4 381	20 184
Acquisitions par regroupements d'entreprises (note 11)	-	-	4 566	3 437	11 921	7 923	27 847
Dispositions	-	-	(171)	(19)	(949)	(102)	(1 241)
Amortissement	(52)	(559)	(1 946)	(2 835)	(5 421)	(1 598)	(12 411)
Écarts de conversion	156	342	536	456	410	383	2 283
Solde au 31 décembre 2017	2 884	9 002	13 476	11 880	25 890	15 512	78 644
Coût	3 290	18 049	34 529	32 677	42,814	26 421	157 780
Amortissement cumulé	(406)	(9 047)	(21 053)	(20 797)	(16 924)	(10 909)	(79 136)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2017	2 884	9 002	13 476	11 880	25 890	15 512	78 644

Au 31 décembre 2017, la valeur comptable nette des véhicules loués en vertu de contrats de location-financement, qui sont présentés sous « matériel roulant » était de 19 141 \$ (9 672 \$ au 31 décembre 2016).

15 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

	Immobilisations incorporelles			Total	Goodwill
	Marques de commerce	Relations clients et autres	Logiciels ⁽²⁾		
Coût	7 900	77 386	23 108	108 394	157 270
Amortissement cumulé	-	(30 602)	(12 437)	(43 039)	-
Valeur comptable nette au 1er janvier 2016	7 900	46 784	10 671	65 355	157 270
Acquisitions	-	1 201	3 950	5 151	-
Acquisitions par regroupements d'entreprises (note 11)	-	29 670	-	29 670	94 465
Ajustements relatifs à la répartition finale du prix d'achat des regroupements d'entreprises (note 11)	-	9 371	-	9 371	(9 246)
Amortissement	-	(6 404)	(2 445)	(8 849)	-
Écarts de conversion	-	110	350	460	1 318
Solde au 31 décembre 2016	7 900	80 732	12 526	101 158	243 807
Coût	7 900	117 754	27 799	153 453	243 807
Amortissement cumulé	-	(37 022)	(15 273)	(52 295)	-
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2016	7 900	80 732	12 526	101 158	243 807
Acquisitions	-	633	3 778	4 411	-
Acquisitions par regroupements d'entreprises (note 11)	28 972	76 853	4 953	110 778	148 073
Ajustements relatifs à la répartition finale du prix d'achat des regroupements d'entreprises (note 11)	-	27 673	-	27 673	(26 860)
Amortissement	-	(13 386)	(3 850)	(17 236)	-
Écarts de conversion	1 039	2 504	1 038	4 581	7 099
Solde au 31 décembre 2017	37 911	175 009	18 445	231 365	372 119
Coût	37 911	225 549	38 714	302 174	372 119
Amortissement cumulé ⁽¹⁾	-	(50 540)	(20 269)	(70 809)	-
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2017	37 911	175 009	18 445	231 365	372 119

⁽¹⁾ La durée d'amortissement moyenne pondérée des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée est de 3 années pour les logiciels et de 12 années pour les relations clients et autres.

⁽²⁾ Au 31 décembre 2017, les logiciels comprennent un coût et un amortissement cumulé de 10 631 \$ et de 5 789 \$ respectivement (10 520 \$ et 5 050 \$ au 31 décembre 2016), relatifs à l'acquisition et au développement interne d'un progiciel de gestion intégré.

Tests de dépréciation des unités génératrices de trésoreries incluant le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée (marques de commerce)

Aux fins de tests de dépréciation, le goodwill et les marques de commerce sont attribués aux trois UGT, États-Unis, Canada et Royaume-Uni, qui représentent le niveau le plus bas de la Société auquel le goodwill et les marques de commerce font l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne. Les valeurs recouvrables des UGT de la Société sont fondées sur leurs valeurs d'utilité et sont déterminées avec l'assistance d'évaluateurs indépendants. Les valeurs comptables des unités étaient inférieures aux valeurs recouvrables et aucune perte de valeur n'est comptabilisée.

La valeur d'utilité a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs qui devraient être générés par l'usage continu des unités. La valeur d'utilité au cours de l'exercice 2017 a été déterminée de manière semblable à l'exercice 2016. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur les principales hypothèses suivantes :

- les flux de trésorerie estimatifs sont fondés sur l'expérience, les résultats d'activités actuelles et le plan d'affaires quinquennal en 2017 et 2016. Les flux de trésorerie pour les 5 prochaines années sont estimés en utilisant un taux de croissance constant de 2,0 % (2,0 % en 2016) pour les activités aux États-Unis, les activités au Canada et les activités au Royaume-Uni; un taux qui n'excède pas les taux de croissance moyens à long terme de l'industrie.
- les taux d'actualisation avant impôt sont de 9,7 % (10,4 % en 2016) pour les activités aux États-Unis, de 10,7 % (11,5 % en 2016) pour les activités au Canada et de 9,2 % pour les activités au Royaume-Uni et sont utilisés pour déterminer le montant recouvrable des unités. Les taux d'actualisation ont été fondés sur l'expérience et le coût moyen pondéré du capital de l'industrie qui est basé sur une série possible de leviers d'endettement de 15 % à un taux d'intérêt du marché net d'impôt de 2,8 % (2,8 % en 2016) pour les activités aux États-Unis, de 3,0 % (3,5 % en 2016) pour les activités au Canada et de 3,1 % pour les activités au Royaume-Uni.

15 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL (SUITE)

Les hypothèses principales reflètent l'évaluation de la Direction sur les tendances futures du marché secondaire de l'automobile et sont fondées sur des sources externes et internes. L'analyse de sensibilité démontre qu'aucun changement raisonnable dans les hypothèses ne ferait en sorte que la valeur comptable de chaque UGT excède sa valeur recouvrable.

16 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires réglé en équité et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'actions différées ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

Régime d'options d'achat d'actions ordinaires à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction

La Société possède un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction (« régime d'options ») dont un total de 3 400 000 actions est réservé pour émission. Sous ce régime, les options sont octroyées au prix moyen du taux de clôture des actions ordinaires de la Société à la TSX pour les cinq jours de séance précédant la date d'octroi. Les options sont octroyées dans ou sur une période de trois années et un jour suivant la date d'émission et peuvent être levées pour une période ne dépassant pas sept années.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, 573 215 options ont été octroyées aux employés-cadres et aux membres de la Direction de la Société (126 960 pour 2016), pour un prix d'exercice moyen de 29,02 \$CAN (33,94 \$CAN en 2016). Au cours de l'exercice, 59 634 options ont été exercées (105 810 en 2016) et aucune option n'a été annulée ni n'a expiré (aucune en 2016).

Au 31 décembre 2017, des options octroyées pour l'émission de 906 359 actions ordinaires (392 778 au 31 décembre 2016) sont en circulation dans le cadre du régime d'options de la Société et 1 237 819 actions ordinaires (1 811 034 au 31 décembre 2016) sont réservées pour des options additionnelles dans le cadre du régime d'options.

Un sommaire du régime d'options de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 est présenté comme suit :

	2017		2016	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$CAN	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$CAN
En circulation au début de l'exercice	392 778	21,06	371 628	14,46
Octroyées	573 215	29,02	126 960	33,94
Exercées	(59 634)	14,80	(105 810)	13,34
En circulation à la fin de l'exercice	906 359	26,51	392 778	21,06
Exercées à la fin de l'exercice	246 650	21,69	127 829	19,41

La fourchette des prix de levée, les prix de levée moyens pondérés et la durée résiduelle moyenne pondérée des options de la Société sont présentés comme suit :

Prix de levée \$CAN	31 décembre 2017				
	Options en circulation			Options exerçables	
	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré \$CAN	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré \$CAN
11,45	14 886	2,00	11,45	14 886	11,45
14,38	22 381	3,01	14,38	22 381	14,38
15,32	168 917	4,01	15,32	113 153	15,32
33,94	126 960	5,01	33,94	63 480	33,94
29,64	130 999	6,01	29,64	32 750	29,64
28,84	442 216	6,61	28,84	-	28,84
	906 359	5,65	26,51	246 650	21,69

16 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

	31 décembre 2016				
	Options en circulation			Options exerçables	
	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré
Prix de levée					
\$CAN			\$CAN		\$CAN
11,45	14 886	3,01	11,45	14 886	11,45
14,38	55 500	4,01	14,38	11 190	14,38
15,32	195 432	5,01	15,32	70 013	15,32
33,94	126 960	6,01	33,94	31 740	33,94
	392 778	5,11	21,06	127 829	19,41

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, une charge de rémunération de 924 \$ (672 \$ en 2016) a été comptabilisée dans le résultat net avec la contrepartie comptabilisée au « surplus d'apports ».

La juste valeur des options octroyées le 3 janvier 2017 et le 7 août 2017, à la suite de l'acquisition de Parts Alliance, a été établie à l'aide du modèle trinomial d'évaluation d'options. Les hypothèses utilisées pour les calculs de la juste valeur sont présentées comme suit :

		3 janv. 2017	7 août 2017	2016
Juste valeur à l'octroi	\$CAN	6,49	6,38	7,64
Dividende prévu	%	1,13	1,33	0,94
Volatilité prévue	%	23,30	23,33	24,69
Taux d'annulation	%	6,67	6,67	6,67
Taux d'intérêt sans risque	%	1,41	1,71	1,02
Durée de vie prévue	années	7,00	7,00	6,99
Prix de levée	\$CAN	29,64	28,84	33,94
Cours de l'action	\$CAN	29,64	28,84	33,94

La volatilité prévue est estimée pour chaque tranche d'octroi, compte tenu de la volatilité moyenne historique du prix de l'action sur la même période que la durée prévue des options octroyées.

Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a octroyé 36 572 UAD (45 149 UAD pour 2016) et a racheté 25 491 UAD (84 323 UAD en 2016). Une charge de rémunération de 673 \$ (488 \$ en 2016) a été comptabilisée au cours de l'exercice et 153 337 UAD sont en circulation au 31 décembre 2017 (142 256 UAD au 31 décembre 2016). Au 31 décembre 2017, le passif de rémunération s'élève à 3 482 \$ (3 141 \$ au 31 décembre 2016) et la juste valeur des instruments financiers dérivés correspond à un passif de 352 \$ (passif de 182 \$ au 31 décembre 2016).

Régime d'unités d'actions liées à la performance (« UAP »)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a octroyé 127 950 UAP (76 282 UAP en 2016) et a racheté 70 991 UAP (98 684 UAP en 2016). Une charge de rémunération de 1 809 \$ (3 583 \$ en 2016) a été comptabilisée au cours de l'exercice, et 272 995 UAP sont en circulation au 31 décembre 2017 (216 036 UAP au 31 décembre 2016). Au 31 décembre 2017, le passif de rémunération s'élève à 4 945 \$ (4 959 \$ au 31 décembre 2016) et la juste valeur des instruments financiers dérivés correspond à un passif de 356 \$ (passif de 205 \$ au 31 décembre 2016).

17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société contribue à la fois à des régimes de retraite à prestations définies et à des régimes de retraite à cotisations définies.

Les régimes de retraite à prestations définies incluent un régime de retraite enregistré de base, un régime de retraite enregistré pour la haute direction et un régime de retraite non enregistré additionnel pour certains des membres de la haute direction. Les prestations liées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les deux régimes de retraite enregistrés sont capitalisés par la Société et par les participants du régime. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont fondées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société.

La Société contribue aussi à d'autres régimes différents considérés comme des régimes de retraite à cotisations définies. La charge totale de la Société au titre des régimes à cotisations définies est de 3 403 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 (1 635 \$ pour 2016).

Régimes à prestations définies

Une évaluation actuarielle des régimes à prestations définies est obtenue au moins toutes les trois années.

Les régimes à prestations définies exposent la Société aux risques actuariels tels que le risque de longévité, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque d'investissement. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction des meilleures estimations du taux de mortalité des participants. Le risque de longévité existe à cause de l'augmentation de l'espérance de vie des participants du régime, qui fait augmenter l'obligation du régime. Un changement dans l'évaluation des actifs étrangers des régimes due aux variations du taux de change expose les régimes au risque de change. Une diminution dans le taux d'intérêt des obligations utilisé pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies a pour effet d'augmenter l'obligation du régime. Ce risque de taux d'intérêt sera partiellement compensé par l'augmentation du rendement des fonds à revenu fixe. Le risque d'investissement survient lorsque le rendement des actifs du régime est inférieur au taux d'intérêt sur l'obligation de la Société servant à déterminer le taux d'actualisation.

Présentement, les régimes possèdent un solde d'investissement mixte de 53,5 % en fonds de participation, 20,6 % en fonds de titres à revenu fixe et 25,9 % en autres fonds. Compte tenu de la nature long terme des régimes d'obligations au titre des prestations définies, la Société juge approprié qu'une portion raisonnable des actifs des régimes soit investie en actions, en fonds à revenu fixe et en autres fonds afin de générer un rendement long terme supplémentaire.

Les informations relatives au statut des obligations et des actifs des régimes à prestations définies se présentent comme suit :

	2017	2016
Obligation au titre des prestations définies		
Solde au début de l'exercice	55 733	53 154
Coût des services rendus	2 246	2 347
Cotisations des employés	780	802
Charge d'intérêts	2 381	2 253
Prestations versées	(2 292)	(3 566)
Réévaluations:		
Pertes (gains) actuarielles découlant des modifications des hypothèses financières	4 167	(463)
Gains actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	-	(606)
Écarts de conversion	4 012	1 812
Solde à la fin de l'exercice	67 027	55 733

	2017	2016
Actifs des régimes		
Juste valeur au début de l'exercice	47 031	42 606
Revenus d'intérêts	1 952	1 755
Cotisations de l'employeur	2 211	2 630
Cotisations des employés	780	802
Prestations versées	(2 292)	(3 566)
Frais administratifs	(338)	(236)
Rendement des actifs des régimes (excluant les montants inclus dans les revenus d'intérêts)	1 805	1 616
Écarts de conversion	3 320	1 424
Juste valeur à la fin de l'exercice	54 469	47 031

17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

	31 décembre	
	2017	2016
	%	%
Composition des actifs des régimes		
Placements dans les fonds de participation	53,5	52,6
Placements dans les fonds à revenu fixe	20,6	20,3
Placements dans les autres fonds	25,9	27,1
	100,0	100,0

L'obligation nette est présentée dans « obligations au titre des avantages du personnel à long terme » dans les états consolidés de la situation financière de la Société.

	31 décembre	
	2017	2016
Juste valeur des actifs des régimes	54 469	47 031
Obligations au titre des prestations définies	(67 027)	(55 733)
	(12 558)	(8 702)

La charge des régimes à prestations définies, comptabilisée dans les postes « avantages du personnel » et « charges financières, montant net » dans les états consolidés des résultats, se présente comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2017	2016
Coût des services rendus	2,246	2 347
Charges nettes d'intérêts	429	498
Frais administratifs	338	236
	3 013	3 081

Les réévaluations des obligations au titre des avantages du personnel à long terme qui sont comptabilisées dans les AÉRG se présentent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2017	2016
Pertes (gains) actuarielles découlant des modifications des hypothèses financières	4 167	(463)
Gains actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	-	(606)
Rendement des actifs des régimes (excluant les montants inclus dans les revenus d'intérêts)	(1 805)	(1 616)
	2 362	(2 685)

Les hypothèses actuarielles importantes à la date de fin d'exercice (moyenne pondérée des hypothèses au 31 décembre) se présentent comme suit :

		31 décembre	
		2017	2016
Taux d'actualisation	%	3,60	4,00
Taux de croissance de la rémunération	%	3,50	3,50
Espérance de vie moyenne			
Homme, âgé de 45 ans à la date de clôture	années	87,7	87,7
Femme, âgée de 45 ans à la date de clôture	années	90,0	90,0
Homme, âgé de 65 ans à la date de clôture	années	86,6	86,6
Femme, âgée de 65 ans à la date de clôture	années	89,1	89,1

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la Société prévoit contribuer aux régimes à prestations définies pour approximativement 2 032 \$.

17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Les hypothèses actuarielles importantes servant à établir l'obligation des régimes à prestations définies comprennent le taux d'actualisation, le taux de croissance de la rémunération et l'espérance de vie moyenne. Le calcul des engagements nets des régimes à prestations définies est sensible à ces hypothèses.

Le tableau suivant résume l'incidence des modifications de ces hypothèses actuarielles sur les obligations au titre des prestations définies :

	31 décembre	
	2017	2016
	%	%
Taux d'actualisation		
Augmentation de 1 %	(14,8)	(14,2)
Diminution de 1 %	19,6	18,8
Taux de la rémunération		
Augmentation de 0,5 %	2,1	1,9
Diminution de 0,5 %	(2,0)	(1,7)
Espérance de vie moyenne		
Augmentation de 10 %	2,1	1,9
Diminution de 10 %	(2,3)	(2,1)

18 - DETTE À LONG TERME ET FACILITÉS DE CRÉDIT

	Échéance	Taux d'intérêt effectif	Court terme	31 décembre	
				2017	2016
Facilité de crédit rotatif, taux variables – 331 867 \$ (125 407 \$ au 31 décembre 2016) ⁽¹⁾	2021	2,592 % à 6 100 %		328 970	123 841
Facilité de crédit à terme, taux variables – 100 000 \$ ⁽¹⁾	2018 à 2020	3,480 % à 3,369 %	25 000	99 633	-
Contrats de location-financement, taux variables	-	-	11 992	19 962	10 439
Autres	2021	-	4	16	18
			36 996	448 581	134 298
Versements exigibles à court terme				36 996	3 726
Dettes à long terme				411 585	130 572

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2017, un montant principal de 322 075 \$ relatif à la facilité de crédit rotatif et à la facilité de crédit à terme a été désigné comme couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères (aucun en 2016).

Facilité de crédit rotatif et facilité de crédit à terme

La Société a conclu, le 25 juillet 2017, la modification et la mise à jour de la convention de crédit existante donnant accès à un montant maximum en principal totalisant 625 000 \$. La convention prévoit une augmentation de 125 000 \$ à la facilité de crédit rotatif à long terme non garantie dont l'échéance est fixée au 30 juin 2021. Cette facilité peut être remboursée en tout temps sans pénalité. La convention prévoit également l'ajout d'une nouvelle facilité de crédit à terme non garantie pour un montant en principal de 100 000 \$, échéant par tranches au plus tard le 30 juin 2020. Les deux facilités sont disponibles en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling et leurs taux d'intérêt variables sont basés sur le LIBOR, le Libor en euro, le Libor en livres sterling, les acceptations bancaires, le taux de base américain ou les taux préférentiels majorés de marges applicables. L'augmentation de la facilité de crédit rotatif existante ainsi que la facilité de crédit à terme ont servi à financer l'acquisition de Parts Alliance qui a été finalisée le 7 août 2017.

Facilité de lettre de crédit

Le 25 juillet 2017, la Société a amendé les termes de sa facilité de lettre de crédit non garantie de 20 000 \$ et a prolongé l'échéance jusqu'au 30 juin 2021. Cette facilité de crédit est disponible aux fins de l'émission de lettres de crédit en dollars canadiens, en dollars américains ou en livres sterling. Leurs taux d'intérêt variables sont basés sur le taux de base américain ou les taux préférentiels majorés de marges applicables.

Les lettres de crédit de la Société ont été émises pour garantir les paiements de certains avantages sociaux aux employés et de certains achats de stocks des filiales. Les lettres de crédit ne sont pas comptabilisées dans la dette à long terme de la Société. Au 31 décembre 2017, des lettres de crédit pour 8 137 \$ ont été émises (10 267 \$ au 31 décembre 2016).

18 - DETTE À LONG TERME ET FACILITÉS DE CRÉDIT (SUITE)

Paielements minimums futurs

Au 31 décembre 2017, les remboursements de capital sur la dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement et des frais de financement) et la valeur actualisée des paiements minimums de location se présentent comme suit :

	2018	2019	2020	2021	2022	Par la suite
Dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement et des frais de financement)	25 004	50 004	25 004	331 871	-	-
Valeur actualisée des paiements minimums de location	11 992	3 250	2 480	1 615	608	17

19 - DÉPÔTS DE GARANTIE DES MARCHANDS MEMBRES

Les marchands membres doivent cotiser à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. Les montants de dépôts sont basés sur le volume des achats de chaque marchand membre et portent intérêt au taux préférentiel moins 1 %. Le taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2017 est de 3,2 % (2,7 % au 31 décembre 2016). La répartition des dépôts de garantie se présente comme suit :

	31 décembre	
	2017	2016
Total des dépôts de garantie des marchands membres	5 645	5 410
Versements exigibles à court terme	102	91
Portion non courante des dépôts de garantie des marchands membres	5 543	5 319

20 - CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

La structure du capital de la Société inclut un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, et un nombre illimité d'actions privilégiées, sans valeur nominale, pouvant être émises en séries et assorties des caractéristiques suivantes :

(i) Actions ordinaires

Chaque action ordinaire confère à son porteur un droit de vote et un droit de recevoir des dividendes aux montants et payables au moment que le Conseil d'administration détermine après le paiement des dividendes sur les actions privilégiées. En cas de liquidation ou dissolution volontaire ou forcée, les porteurs ont le droit de participer au partage de l'actif après le paiement aux porteurs des actions privilégiées.

(ii) Actions privilégiées

Les actions privilégiées, dont aucune n'a été émise ni n'est en circulation, sont des actions sans droit de vote pouvant être émises en séries. Le Conseil d'administration a le droit, de temps à autre, de fixer le nombre, la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions des actions privilégiées de chaque série. Le nombre d'actions privilégiées pouvant être émises et en circulation se limite à 20 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation au moment de l'émission des actions privilégiées. Les porteurs de quelque série d'actions privilégiées ont le droit de recevoir des dividendes et ont la priorité sur les actions ordinaires dans le partage de l'actif en cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée.

	31 décembre	
	2017	2016
Émis et payé		
Solde au début de l'exercice (42 214 178 actions ordinaires (43 135 758 en 2016))	96 924	97 864
Émission de 59 634 actions ordinaires suite à l'exercice d'options d'achat d'actions (105 810 en 2016)	661	1 090
Aucun rachat et annulation d'actions ordinaires (1 027 390 en 2016)	-	(2 030)
Solde à la fin de l'exercice (42 273 812 actions ordinaires (42 214 178 en 2016))	97 585	96 924

Rachat et annulation d'actions

Il n'y a pas eu de rachat d'action ordinaire au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, 1 027 390 actions ordinaires ont été rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions annoncée en août 2015 et renouvelée en août 2016 pour une contrepartie en espèces de 22 043 \$ incluant une prime au rachat et annulation d'actions de 20 013 \$ appliquée en réduction des bénéfices non répartis.

20 - CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Émission d'actions

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a émis 59 634 actions ordinaires (105 810 en 2016) à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 661 \$ (1 090 \$ en 2016). Le prix d'exercice moyen pondéré des options d'achats d'actions était de 14,80 \$CAN pour l'exercice (13,34 \$CAN en 2016).

Dividendes

Un total de 0,3625 \$CAN par action ordinaire a été déclaré par la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 (0,335 \$CAN en 2016).

21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

Les classements de même que les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers sont détaillés comme suit :

	31 décembre 2017		31 décembre 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers classés dans les prêts et créances				
Trésorerie	30 672	30 672	22 325	22 325
Trésorerie détenue en mains tierces	8 147	8 147	14 486	14 486
Débiteurs	207 401	207 401	135 245	135 245
Avances aux marchands membres	Niveau 2 3 213	3 213	Niveau 2 1 898	1 898
Actifs (passifs) financiers à la juste valeur				
Instruments financiers dérivés				
Contrats de change à terme	Niveau 2 (404)	(404)	Niveau 2 28	28
Swaps de taux d'intérêt ⁽¹⁾	Niveau 2 71	71	Niveau 2 -	-
Contrats de swaps sur actions	Niveau 2 (708)	(708)	Niveau 2 (387)	(387)
Passifs financiers au coût amorti				
Créditeurs et charges à payer	420 521	420 521	298 142	298 142
Solde de prix d'achat, net	18 413	18 413	25 303	25 303
Dividendes à payer	3 110	3 110	2 673	2 673
Dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement et des frais de financement)	Niveau 2 431 883	431 883	Niveau 2 125 425	125 425
Dépôts de garantie des marchands membres	Niveau 2 5 645	5 645	Niveau 2 5 410	5 410

⁽¹⁾ Dérivés désignés dans une relation de couverture.

Actifs financiers classés dans les prêts et créances

La juste valeur de la trésorerie, de la trésorerie détenue en mains tierces et des débiteurs se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance de courte durée.

La juste valeur des avances aux marchands membres a été déterminée en fonction des flux de trésorerie actualisés calculés à l'aide des taux d'intérêt effectifs disponibles à la Société à la date de clôture pour des instruments financiers semblables.

Actifs (passifs) financiers à la juste valeur

La juste valeur des contrats de change à terme a été déterminée en utilisant les taux de change cotés sur le marché actif ajustés du risque de crédit déterminé par les institutions financières.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt a été déterminée en utilisant les taux d'intérêt cotés sur le marché actif ajustés du risque de crédit déterminé par les institutions financières.

La juste valeur des contrats de swaps sur actions a été déterminée en utilisant les cours d'actions cotés sur le marché actif ajustés du risque de crédit déterminé par les institutions financières.

21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

Passifs financiers au coût amorti

La juste valeur des créiteurs et charges à payer, du solde de prix d'achat, net et des dividendes à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance de courte durée.

La juste valeur de la dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement et des frais de financement) a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart entre les facilités de crédit existantes et le taux qui serait négocié en fonction des conditions économiques à la date de clôture. La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable puisque les taux d'intérêt effectifs applicables aux facilités de crédit de la Société reflètent les conditions courantes du marché.

La juste valeur des dépôts de garantie des marchands membres correspond à la valeur comptable puisqu'ils portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché.

Hiérarchie de juste valeur

Les instruments financiers évalués à la juste valeur au sein des états consolidés de la situation financière sont classés en fonction des niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : consiste en une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés pour des actifs et passifs identiques;
- Niveau 2 : consiste en des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données, autres que des prix cotés (inclus dans le niveau 1), observables directement ou indirectement sur le marché, et;
- Niveau 3 : consiste en des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Instruments financiers dérivés – couverture des risques de change

La Société a conclu des contrats à terme afin d'atténuer les risques de change auxquels elle est exposée, principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. Les contrats à terme consolidés en circulation au 31 décembre 2017 sont présentés comme suit :

Monnaies (vendues/achetées)	Échéance	Taux moyen ⁽¹⁾	Montant nominal ⁽²⁾
Dollar canadien/Livre sterling	Jusqu'en juillet 2018	0,77	8 942
Livre sterling/Dollar américain	Jusqu'en avril 2018	1,34	2 296
Euro/Livre sterling	Février 2018	0,88	203
			<u>11 441</u>

⁽¹⁾ Les taux correspondent au nombre d'unités de la monnaie achetée pour une unité de la monnaie vendue.

⁽²⁾ Les taux de change au 31 décembre 2017 ont été utilisés pour convertir les montants en monnaies étrangères.

Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie – couverture du risque de taux d'intérêt

En 2017, la Société a conclu divers contrats de swaps afin de couvrir les flux d'intérêt variables relatifs à une portion de la facilité de crédit rotatif et de la facilité de crédit à terme de la Société et ce, pour un montant nominal initial de 80 000 \$ pour les swaps de taux d'intérêt libellés en dollars américains, et de 70 000 £ pour les swaps de taux d'intérêt libellés en livres sterling. Les swaps de taux d'intérêt fixent, jusqu'à leur échéance respective, les charges d'intérêt entre 1,745 % et 1,760 % pour les swaps de taux d'intérêt libellés en dollars américains, et à 0,955 % pour les swaps de taux d'intérêt libellés en livres sterling.

Instruments financiers dérivés – couverture des coûts liés aux paiements fondés sur des actions

En 2016, la Société a conclu des contrats de swap sur actions dans le but de gérer les risques liés au cours de l'action ordinaire. Au 31 décembre 2017, les contrats de swap sur actions visaient l'équivalent de 364 277 actions ordinaires de la Société.

Gestion des risques découlant des instruments financiers

Dans le cours normal de ses opérations, la Société est exposée aux risques découlant des instruments financiers, principalement le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux d'intérêt. La Société gère ces expositions aux risques sur une base continue.

(i) Risque de crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations. Le risque maximum auquel la Société est exposée correspond à la valeur comptable de sa trésorerie, sa trésorerie détenue en mains tierces et de ses débiteurs et autres recevables et avances aux marchands membres. Aucun client de la Société ne représente plus de 5 % du solde des débiteurs. Afin de gérer son risque, des limites de crédit spécifiques sont déterminées pour certains comptes et sont révisées régulièrement par la Société.

La Société peut également être exposée au risque de crédit en raison de ses contrats de change à terme, de ses contrats de swaps de taux d'intérêt et de ses contrats de swaps sur actions, ce qui est géré en ne traitant qu'avec des institutions financières de renom.

21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

La Société détient en garantie des biens personnels et des actifs de certains clients. Ces clients doivent aussi contribuer à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. La solvabilité des clients est examinée régulièrement et des analyses mensuelles sont révisées afin de s'assurer de la recouvrabilité des montants excédant le délai normal de paiement et, le cas échéant, des mesures sont prises afin de limiter le risque de crédit. Au cours des dernières années, aucun montant substantiel n'a affecté négativement le résultat net de la Société, le taux de mauvaises créances moyen sur les ventes se chiffrant à 0,2 % au cours des trois dernières années.

Au 31 décembre 2017, les débiteurs en souffrance représentent 8 783 \$ ou 4,8 % (4 990 \$ ou 4,2 % au 31 décembre 2016) et font l'objet d'une provision pour mauvaises créances de 5 776 \$ (3 077 \$ au 31 décembre 2016). La provision pour mauvaises créances et les débiteurs en souffrance sont revus au minimum trimestriellement et une dépréciation est comptabilisée seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. L'évolution de la provision pour mauvaises créances est présentée comme suit :

	31 décembre	
	2017	2016
Solde au début de l'exercice	3 077	1 573
Dépréciation	1 940	2 012
Acquisitions d'entreprises	1 945	-
Radiations	(1 335)	(576)
Écarts de change	149	68
Solde à la fin de l'exercice	5 776	3 077

La Direction considère que, pour chacune des dates de clôture au 31 décembre examinées ci-dessus, l'ensemble des actifs financiers possède une bonne qualité de crédit et ce, puisqu'ils ne sont ni dépréciés ni échus.

(ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations en temps voulu ou à un prix raisonnable. La Société gère son risque de liquidité sur une base consolidée par son utilisation de différents marchés de capitaux afin de s'assurer d'une flexibilité dans sa structure de capital. La Société établit des prévisions budgétaires et de flux de trésorerie, en tenant compte de ses besoins courants et futurs de trésorerie, afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour remplir ses obligations.

Au 31 décembre 2016, la Société dispose de facilités de crédit rotatif et à terme renouvelables ainsi que de lettres de crédit totalisant 525 000 \$, 100 000 \$ et 20 000 \$ respectivement (400 000 \$ et 20 000 \$ au 31 décembre 2016). Voir la note 18 pour plus de renseignements. Au 31 décembre 2017, la Société bénéficie des facilités de crédit non utilisées d'environ 193 000 \$ (274 000 \$ au 31 décembre 2016).

La Direction est d'avis qu'en tenant compte des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et des ressources financières mises à sa disposition, le risque de liquidité de la Société est adéquatement atténué.

Les échéances contractuelles et les paiements estimés futurs d'intérêt des passifs financiers de la Société se présentent comme suit :

	31 décembre 2017			
	Valeur comptable	Échéance de moins d'un an	Un à trois ans	Plus de trois ans
Instruments financiers non dérivés				
Créditeurs et charges à payer	419 302	419 302	-	-
Intérêts à payer	1 219	1 219	-	-
Solde de prix d'achat, net	18 413	15 469	2 944	-
Dividendes à payer	3 110	3 110	-	-
Dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement et des frais de financement)	431 883	25 004	406 879	-
Dépôts de garantie des marchands membres	5 645	102	-	5,543
	879 572	464 206	409 823	5,543
Instruments financiers dérivés				
Contrats de change à terme	404	404	-	-
Swaps de taux d'intérêt	708	-	708	-
	880 684	464 610	410 531	5 543

21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

31 décembre 2016

	Valeur comptable	Échéance de moins d'un an	Un à trois ans	Plus de trois ans
Instruments financiers non dérivés				
Créditeurs et charges à payer	297 642	297 642	-	-
Intérêts à payer	500	500	-	-
Solde de prix d'achat, net	25 303	25 303	-	-
Dividendes à payer	2 673	2 673	-	-
Dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement et des frais de financement)	125 425	4	125 418	3
Dépôts de garantie des marchands membres	5 410	91	-	5 319
	456 953	326 213	125 418	5 322
Instruments financiers dérivés				
Contrats de swaps sur actions	387	387	-	-
	457 340	326 600	125 418	5 322

(iii) Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les instruments financiers principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. À l'occasion, la Société utilise des contrats à terme afin de limiter l'effet des variations du dollar canadien ou de la livre sterling par rapport au dollar américain et à l'euro sur les flux de trésorerie prévus.

La Société détient certains placements dans des filiales étrangères (États-Unis et Royaume-Uni) dont les actifs nets sont exposés aux écarts de conversion. La Société couvre l'exposition au risque de change lié à ces placements avec les instruments d'emprunt libellés en dollars américains ou en livres sterling (note 18).

Si les taux de change avaient varié de 5 %, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, la Direction considère qu'il n'y aurait pas d'effet important sur le résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Ces changements, basés sur une observation des conditions courantes du marché, sont considérés comme raisonnablement possibles.

(iv) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à taux variables. La Société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition équilibrée de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables et en concluant des swaps consistant à échanger des flux de trésorerie de taux variables contre des flux de trésorerie à taux fixes. Au 31 décembre 2017, incluant l'impact des contrats de swaps de taux d'intérêt, la portion fixe de la dette financière représente approximativement 40 %. Voir la note 18 pour plus de renseignements.

Si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net de la Société aurait été supérieur ou inférieur de 461 \$ et les AÉRG auraient varié de 1 007 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Ces changements, basés sur une observation des conditions courantes du marché, sont considérés comme raisonnablement possibles.

22 - CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Écart de conversion cumulé	Pertes (gains) de change non réalisées sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères	Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie	Total
Solde au début de l'exercice	1 330	(37 801)	-	(36 471)
Autres éléments du résultat global	6 229	-	-	6 229
Solde au 31 décembre 2016	7 559	(37 801)	-	(30 242)
Autres éléments du résultat global	12 685	242	53	12 980
Solde au 31 décembre 2017	20 244	(37 559)	53	(17 262)

23 - ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Engagements

La Société s'est engagée dans des contrats de location à long terme échéant à différentes dates jusqu'en 2029 pour la location de bâtiments, de véhicules et pour d'équipements et services informatiques. La charge de loyer comptabilisée dans les états consolidés des résultats est de 22 582 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 (16 497 \$ pour 2016). Les paiements minimums exigibles engagés sont présentés comme suit :

	31 décembre 2017
Moins d'un an	30 384
Entre un et cinq ans	70 076
Plus de cinq ans	17 089
	117 549

Certains de ces contrats comportent des options de renouvellement pour des périodes additionnelles de un à cinq ans dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis.

Garanties

En vertu des conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à des taux de 60 % ou 75 % du coût des stocks pour un montant maximum de 47 724 \$ au 31 décembre 2017 (à des taux de 60 % ou 75 % et pour un maximum de 44 956 \$ au 31 décembre 2016). Dans l'éventualité d'une défaillance par un client, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Société. Ces conventions sont de durées indéterminées. De l'avis de la Direction et basée sur l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis en vertu de ces conventions et que des pertes soient prises en charge puisque la valeur des actifs détenus en garantie est supérieure aux obligations financières de la Société.

24 - OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, les actions ordinaires de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (exécutif et non exécutif) et les membres du Comité de direction. Pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, la rémunération aux principaux dirigeants est présentée comme suit :

	Exercice clos le	
	31 décembre	
	2017	2016
Salaires et avantages à court terme du personnel	4 786	3 480
Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions aux régimes à prestations définies)	274	244
Avantages fondés sur des actions	2 308	3 016
	7 368	6 740

Il n'y a pas eu d'autres opérations entre parties liées avec les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

25 - GESTION DU CAPITAL

Guidée par une philosophie de maintenir sa base d'actifs à son minimum tout en maximisant l'utilisation de celle-ci, la Société surveille les ratios suivants afin de maintenir une flexibilité dans la structure du capital :

- un ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et un total de capitaux propres;
- un ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres;
- un ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat, excluant certains ajustements, dont les frais de transaction nets, l'amortissement de la prime relative aux options sur devises relatifs à l'acquisition de Parts Alliance ainsi que les frais de restructuration et autres (les « autres ajustements »);
- un rendement du total des capitaux propres moyens; et
- un dividende annuel basé sur le résultat net de l'année précédente, excluant les autres ajustements.

Aux fins de la gestion du capital, la Société inclut le total des capitaux propres, la dette à long terme et les dettes bancaires déduction faite de la trésorerie.

La Société gère sa structure du capital et ajuste celle-ci en fonction des variations de la conjoncture économique et des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société dispose de plusieurs outils, notamment des facilités de crédit flexible lui permettant de réagir rapidement aux opportunités d'affaires. La Société analyse constamment le niveau de son fonds de roulement, notamment les stocks afin de s'assurer que ceux-ci sont maintenus à un niveau optimal, et procède régulièrement à des ajustements tant au niveau des quantités à maintenir afin de satisfaire la demande qu'au niveau de la diversification requise par sa clientèle. La Société a aussi mis sur pied un programme de financement des comptes fournisseurs selon lequel le paiement de certains fournisseurs est reporté.

La Société évalue la gestion de son capital au moyen de divers indicateurs, incluant : le ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres, le ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres, le rendement total moyen des capitaux propres et le ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat.

Les indicateurs utilisés par la Société sont présentés comme suit :

	31 décembre	
	2017	2016
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres	44,7 %	19,2 %
Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres	86,6 %	28,4 %
Rendement du total des capitaux propres moyens	9,0 %	12,8 %
Ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat	3,77	1,05

Le taux d'intérêt applicable sur la facilité de crédit rotatif et la facilité de crédit à terme est en fonction de l'atteinte du ratio financier de la dette totale financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat excluant les autres ajustements. La Société respecte toutes ses clauses au 31 décembre 2017 et 2016. La stratégie globale de la Société en ce qui a trait à la gestion du risque est la même que celle de l'exercice précédent.

26 - INFORMATION SECTORIELLE

À la suite de la clôture de l'acquisition de Parts Alliance le 7 août 2017, la Société a révisé sa structure opérationnelle et, par conséquent, fournit des informations sur quatre secteurs isolables : FinishMaster États-Unis, Produits automobiles Canada, Parts Alliance Royaume-Uni et Corporatif et autres. La mesure de rentabilité utilisée par la Société pour évaluer la performance des résultats obtenus par secteur est le résultat sectoriel.

Exercice clos le 31 décembre										
	FinishMaster États-Unis		Produits automobiles Canada		Parts Alliance Royaume-Uni		Corporatif et autres		Total	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	
Ventes	814 639	752 864	484 934	444 455	148 699	-	-	-	1 448 272	1 197 319
Résultat sectoriel ⁽¹⁾	91 345	93 393	31 214	26 611	6 007	-	(11 034)	(13 902)	117 532	106 102
Frais de restructuration et autres	-	-	-	-	-	-	(523)	(746)	(523)	(746)
Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance	-	-	-	-	-	-	7 303	-	7 303	-
Résultat sectoriel présenté ⁽²⁾	91 345	93 393	31 214	26 611	6 007	-	(17 814)	(13 156)	110 752	106 848

⁽¹⁾ Le principal décideur opérationnel utilise essentiellement une mesure du bénéfice pour prendre des décisions et évaluer la performance, soit la marge brute réduite des avantages du personnel et des autres dépenses d'exploitation.

⁽²⁾ Correspond au « résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat » selon les états consolidés des résultats.

La Société exerce ses activités aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni. Les principaux renseignements financiers par région géographique se présentent comme suit :

Exercice clos le 31 décembre		
	2017	2016
Ventes		
États-Unis	814 639	752 864
Canada	484 934	444 455
Royaume-Uni	148 699	-
	1 484 272	1 197 319

31 décembre 2017

	États-Unis	Canada	Royaume-Uni	Total
Immobilisations corporelles	27 303	25 085	26 256	78 644
Immobilisations incorporelles	117 374	22 839	91 152	231 365
Goodwill	204 655	50 289	117 175	372 119

31 décembre. 2016

	États-Unis	Canada	Royaume-Uni	Total
Immobilisations corporelles	22 552	19 430	-	41 982
Immobilisations incorporelles	84 029	17 129	-	101 158
Goodwill	198 266	45 541	-	243 807